

**Bericht über den offiziellen Besuch einer gemischten schweizerischen
Wirtschaftsdelegation in Malaysia und Thailand (11. bis 17. Oktober 1993)**

Inhaltsverzeichnis

- 1 Zusammenfassender Bericht**
- 2 Besuchsprogramme**
- 3 Liste der Delegation**
- 4 Gesprächsnotizen und erhaltene Unterlagen**
- 5 Memoranden**
- 6 Pressedokumentation (nur für die Delegationsmitglieder)**



**Gemischte schweizerische Wirtschaftsdelegation
nach Malaysia und Thailand
11. bis 17. Oktober 1993**

1 Zusammenfassender Bericht

Office fédéral des affaires économiques extérieures

Berne,

Rapport sur la visite de M. le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz en Malaisie et en Thaïlande (11-17 octobre 1993)

I Résumé

1. Buts du voyage

Ce voyage avait pour but de relancer nos relations économiques bilatérales ainsi que d'améliorer le cadre pour le développement des entreprises suisses, qu'il s'agisse de commerce ou d'investissement, dans deux pays situés dans la région la plus dynamique du Monde. Alors que les principaux pays industrialisés envoient régulièrement des délégations au niveau ministériel, le moment était venu pour la Suisse de réaffirmer son intérêt et sa présence dans le Sud-Est asiatique. En effet, tandis que l'économie mondiale et en particulier les économies de la zone OCDE traversent une période de stagnation prolongée, l'essor impressionnant et continu de l'Asie du Sud-Est est particulièrement spectaculaire et économiquement bienvenu.

Il est de ce fait de la plus grande importance pour notre économie de saisir pleinement les opportunités offertes par cette région qui, aujourd'hui, se trouve être la seule à donner une impulsion de croissance à l'économie mondiale. Qui plus est, les économies qui se seront frottées avec succès à la rude compétition prévalant dans ce Sud-Est asiatique en pleine ébullition, sont assurées d'être à la pointe de l'innovation et de la compétitivité dans le reste du Monde.

La Suisse occupe actuellement une position respectable dans cette région. En effet, contrairement aux idées reçues, notre économie est généralement bien implantée en Asie du Sud-Est. Cependant, face à la concurrence internationale qui se fait de plus en plus vive dans cette partie du Monde, il est indispensable que nous entreprenions des efforts accrus pour y affirmer notre présence, faute de quoi nous courrions le risque d'y perdre des parts de marché, ce qui inéluctablement se traduirait dans le moyen terme par une perte de substance pour notre économie.

C'est pourquoi le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz (CFD) a dirigé une importante délégation mixte, en Malaisie et en Thaïlande, comprenant notamment l'Ambassadeur Nicolas Imboden, Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, et une vingtaine de personnalités occupant des positions dirigeantes dans les principaux secteurs de l'économie, dont M. Pierre Borgeaud, Président du Vorort.

Le choix s'est porté plus précisément sur ces deux pays pour les raisons suivantes: Premièrement, il s'agissait de poursuivre l'opération de quadrillage du continent

asiatique initiée en 1991 avec des visites mixtes en Corée du Sud et Singapour, et poursuivie en RP de Chine l'an dernier; deuxièmement, ces deux pays, situés au coeur de l'ASEAN, connaissent depuis plus d'une décennie des taux de croissance record, et sont sur le point de rejoindre le club des "nouveaux pays industrialisés" d'Asie; et troisièmement, ces deux pays, qui à l'instar de la Suisse, ne font partie d'aucun grand bloc et dont la prospérité dépend de leurs relations économiques extérieures, sont pour nous des alliés potentiels au sein des fora internationaux, notamment au GATT.

2. Premières impressions

Outre leur localisation géographique et leur appartenance commune à l'ASEAN, ces deux pays partagent un certain nombre de similitudes. En effet, la Malaisie et la Thaïlande affichent des taux de croissance économique de l'ordre de 8 % par année, phénomène dû avant tout au formidable dynamisme du secteur manufacturier et aux exportations qui en découlent. L'adage "trade as an engine for growth" prend toute sa signification dans cette région. Il convient par ailleurs de relever que les deux pays s'affirment de plus en plus comme des acteurs importants dans le commerce international, ils sont parmi les trente premiers exportateurs de la Planète.

La délégation a également noté d'importantes différences entre les deux pays. Tout d'abord, le niveau de développement économique n'est pas le même; le revenu par habitant est de près de 4'000 Sfr. en Malaisie et aux environs de 2'000 Sfr. en Thaïlande, ce qui atteste de la disparité effective qui existe entre les deux pays. La politique économique suivie par le Gouvernement est d'inspiration beaucoup plus libre-échangiste en Malaisie qui a dépassé le stade de substitution des importations, du moins pour ce qui concerne la production et le commerce des marchandises. Qui plus est, le Gouvernement malaisien, conduit par l'omnipotent Premier Ministre Mahatir, se fixe des objectifs précis et conduit une politique économique rigoureuse. En revanche, en Thaïlande où le pouvoir n'est pas personnalisé, le Gouvernement ne formule pas de visions claires pour l'avenir à moyen et long terme; il ne donne pas d'impulsions précises à la politique économique.

La Malaisie fait penser à la Suisse de par son libre-échangisme, sa propreté et l'organisation rigoureuse de la vie économique du pays. En revanche, la Thaïlande serait plutôt assimilée à un pays latin de l'Europe; mener des affaires y est plus compliqué, le cadre juridique est flou, il faut savoir se mouvoir dans le système thaï. Incontestablement, il est plus facile de travailler en Malaisie, ce qui fut confirmé par les représentants du secteur privé suisse.

Paradoxalement pourtant, nos firmes sont beaucoup plus présentes en Thaïlande, que ce soit pour les exportations ou pour les investissements directs. Pénétrer le marché y est difficile, mais une fois l'autorisation accordée par le Gouvernement, on y travaille sans interférence. Un autre atout de la Thaïlande réside dans la stabilité des conditions offertes aux agents économiques, et ceci malgré les nombreux changements de gouvernement; certes, cette stabilité existe également en Malaisie, mais l'après Mahatir pourrait créer quelques turbulences dans un pays si hétérogène.

II Visite en Malaisie (11 - 13 octobre)

A Kuala Lumpur, CFD a eu l'occasion d'être reçu et de s'entretenir avec :

- Mme Rafidah Aziz, Ministre du commerce international et de l'industrie pour un tour d'horizon de nos relations bilatérales et de notre coopération multilatérale
- M. Samy Vellu, Ministre de l'énergie, des télécommunications et des postes pour connaître les intentions du Gouvernement dans le domaine des investissements dans le secteur de l'énergie
- M. Sabbarudin Chik, Ministre des arts, de la culture et du tourisme afin d'explorer les possibilités de coopération dans le domaine du tourisme
- M. Najib Tun Razak, Ministre de la défense pour un tour d'horizon des questions de sécurité régionale
- M. Jaafar Hussein, Gouverneur de la Banque Centrale
- le Directeur général de l'Economic Planning Unit, cellule qui conseille le Premier Ministre en matière économique

CFD a également inauguré une centrale électrique dont les turbines ont été livrées par ABB. Le secteur privé suisse a en outre pu mener des entretiens avec des représentants de la National Chamber of Commerce and Industry of Malaysia et de la Federation of Malaysian Manufacturers.

1. Situation économique

Après une courte phase d'interventionnisme étatique, le Gouvernement a mis en place un programme de dérégulation industrielle, de rationalisation des activités étatiques, de promotion de l'investissement domestique et étranger, de promotion du secteur privé et de réduction drastique des engagements de l'Etat dans le domaine du développement et un contrôle strict des dépenses courantes de l'Etat.

La forte expansion du secteur industriel depuis 1988 ainsi que l'accroissement de la demande étrangère (principalement pour les produits électroniques) ont permis à l'économie malaisienne de réduire sa dépendance par rapport aux produits de base ainsi que de prendre de la vigueur, à un point tel d'ailleurs que la situation actuelle peut être qualifiée d'excellente. La spectaculaire reprise de l'investissement étranger (+ 76 % entre 1988 et 1989 pour atteindre 3.2 mia US\$), attiré par un taux de change favorable et des infrastructures relativement bonnes, atteste de la bonne santé actuelle de l'économie du pays. A relever par ailleurs que le taux d'épargne domestique est l'un des plus élevés du Monde. Le taux d'inflation est bas depuis quelques années (4,5% en 1992). La Malaisie s'affirme comme un lieu d'investissement privilégié.

Cependant, quelques problèmes majeurs subsistent : forte dépendance par rapport à l'économie mondiale (les exportations comptent pour près de 70% du PIB), le besoin d'une restructuration de l'économie due à la concurrence exercée par des pays au réservoir de main-d'oeuvre bon marché plus important, et le manque criant de main-d'oeuvre qualifiée.

2. Les relations bilatérales

Le commerce global entre nos deux pays a crû de manière significative durant ces dix dernières années; en effet, le montant de nos échanges était de 110 mio Sfr en 1980, chiffre qui a atteint près de 400 mio l'an dernier avec un solde de 177 mio Sfr en notre faveur. Nos exportations consistent pour une moitié de machines, puis de produits horlogers (19 %) et de produits chimiques (10 %). Du côté de nos importations, ce sont également les machines qui dominent (42%), suivies du caoutchouc (13 %) et des montres (8%). En 1992, les investisseurs suisses ont occupé le 12ème rang parmi les investisseurs étrangers, position qui se situe un peu en-deça de celles que nous occupons généralement dans les pays de la région.

3. Enseignements tirés des entretiens

Tout d'abord, il convient de préciser que nos hommes d'affaires ne connaissent pas de problème particulier avec la Malaisie. Ils y travaillent dans un contexte favorable; nombre d'entre eux, au bénéfice d'une longue expérience dans les pays asiatiques, ont confirmé qu'ils considéraient la Malaisie comme le meilleur endroit du continent pour y développer des affaires et pour servir toute l'ASEAN. Il s'agissait donc avant tout d'une visite de "good will". L'état d'esprit des Malaisiens envers la Suisse peut être qualifié de positif, mais les connaissances sur notre pays sont quelque peu sommaires, elles se limitent souvent à des clichés.

Les interlocuteurs de CFD ont indiqué à plusieurs reprises que la Suisse pouvait jouer un rôle intéressant dans la transformation structurelle que veut opérer la Malaisie. En effet, le Gouvernement, dont l'objectif avoué est de faire de la Malaisie un pays pleinement développé d'ici l'an 2020, entend promouvoir de manière intensive les investissements à haute valeur ajoutée et les transferts de technologie. Dans cette optique, ils ont souligné que la quantité des investissements suisses en Malaisie était secondaire, mais qu'ils accordaient bien plus d'importance à leur contenu technologique. Les Ministres malaisiens ont indiqué en outre qu'ils considéraient le domaine de la formation professionnelle comme une aire de coopération potentiellement très intéressante entre nos deux pays. CFD a d'ailleurs représenté le Conseil fédéral à l'occasion de la signature d'un accord de coopération entre l'école d'ingénieurs de St Gall et l'Etat de Terengganu.

La seule difficulté que nous rencontrons dans nos rapports avec la Malaisie se limite à la problématique des bois tropicaux; les Malaisiens sont très concernés par les discussions en cours au Parlement suisse sur cette question. Ils ont clairement indiqué que si des mesures, qu'ils considèrent comme discriminatoires, sont adoptées, il y aura rétorsion, non seulement de la part de la Malaisie, mais également des autres pays de l'ASEAN. CFD s'est efforcé de leur expliquer d'une part que le principe de la déclaration obligatoire adoptée par les Conseil des Etats n'était en rien discriminatoire ; et d'autre part, que le label privé volontaire, qui a la faveur du Gouvernement suisse, serait applicable à tout le monde. Dans ce

contexte, les Malaisiens ont insisté sur le fait que la Suisse s'était engagée tant au GATT que lors du Sommet de Rio à ne pas prendre de mesures unilatérales dans le domaine de la protection de l'environnement.

Concernant les négociations du GATT, une identité de vues entre les deux pays se dégage quant à la nécessité d'une conclusion rapide de l'Uruguay Round. Les Malaisiens ont exprimé leur attachement au Projet d'Acte Final qu'ils se refusent à réouvrir. Ils ont cependant précisé que les pays de l'ASEAN pouvaient faire preuve de flexibilité quant aux délais de mise en application de l'accord.

Pour ce qui est de l'ASEAN, la délégation a pu observer que l'Accord de libre-échange signé en janvier 1992 à Singapour (AFTA) était pris très au sérieux par les Malaisiens. Les différents interlocuteurs ont souligné toute l'importance qu'ils attachaient à la coopération régionale; dans ce contexte, ils ont indiqué que l'ASEAN parlerait de plus en plus souvent d'une seule voix au sein des fora internationaux.

CFD a également profité de son entretien auprès du Ministre de la défense, avec lequel il a fait un tour d'horizon des questions de sécurité régionale, pour plaider la cause de deux entreprises suisses qui désirent coopérer avec l'armée malaisienne dans le domaine des télécommunications notamment.

III Visite en Thaïlande (14 - 17 octobre)

A Bangkok, CFD a été reçu notamment par les personnalités suivantes :

- M. Chuan Leepkai, Premier Ministre
- M. Boonchu Rojanastien, Vice Premier Ministre en charge de l'économie domestique
- M. Supachai Panitchpakdai, Vice Premier Ministre en charge des relations économiques extérieures
- M. Uthai Pimchaichon, Ministre du commerce
- M. Tarrin Nimmanahaeminda, Ministre des finances
- M. Squadron Leader Prasong Sonsiri, Ministre des affaires étrangères

Des rencontres ont également été organisées entre le secteur privé suisse et le Joint Standing Committee on Commerce, Industry and Banking, le Président de la Thai Bankers Association ainsi que des représentants du Board of Investment.

Pour clore sa visite en Thaïlande, CFD a eu l'honneur et le privilège d'être reçu par Sa Majesté le Roi Bhumipol Adulyadej. Ce geste hautement symbolique témoigne de toute la sympathie dont bénéficie la Suisse en Thaïlande. En effet, le Roi a accompli

toute la sympathie dont bénéficie la Suisse en Thaïlande. En effet, le Roi a accompli la plus grande partie de ces études à Lausanne. Il en a conservé un attachement pour notre pays, sentiment qui est largement répandu dans toute la population thaïe. Le Roi a tout d'abord posé de nombreuses questions sur la vie rurale dans notre pays, puis ont été abordés les thèmes de la protection de l'environnement et de la répartition des sources d'énergie. Le Roi Bhumipol et CFD ont également procédé à un large tour d'horizon des questions de politiques régionales et internationales; dans ce contexte, ils ont parlé de la situation en Birmanie, en Chine, en Somalie ainsi que de l'Europe de l'Est. Ce qui ne peut manquer de frapper, c'est la profonde connaissance du Roi de la vie internationale. Les questions qu'il pose dénote un esprit particulièrement curieux et attentif. De toute évidence, il est très au fait des situations politiques et des réalités économiques et sociales de son temps.

A l'occasion de cette visite en Thaïlande, CFD a signé avec le Ministre des finances un amendement à l'accord de crédit mixte de 1985 accordant une rallonge de 13,8 mio Sfr destinée à financer des prestations de services dans un projet électrique. A cet égard, il est intéressant de noter que le Ministre des finances a indiqué que son pays serait dorénavant plus intéressé par des investissements directs que par des crédits d'aide au développement, et ce notamment dans le cadre du financement d'un nouveau pôle économique situé à une trentaine de kilomètres de Bangkok.

1. Situation économique

L'économie de la Thaïlande a subi des changements fondamentaux depuis un quart de siècle. D'un pays à forte prédominance agricole, la Thaïlande est en passe de devenir membre du club des "nouveaux pays industrialisés asiatiques". Toutefois, la Thaïlande demeure l'un des principaux exportateurs asiatiques de denrées agricoles.

Depuis 1988 la Thaïlande connaît le taux de croissance économique le plus élevé de la Planète ainsi qu'un surplus budgétaire. A noter que la croissance qui atteignait 13% il y a quatre ans, oscille aujourd'hui entre 7 et 8%, ce qui est presque considéré par les Thaïs comme une période de récession ! Le solde du compte courant demeure déficitaire, mais il est entièrement couvert par les investissements directs qui sont cependant en décroissance et remplacé par les investissements portefeuilles. Cependant, cette croissance ultra rapide a mis à jour de sérieuses insuffisances dans les domaines des infrastructures, de la main-d'oeuvre qualifiée et de la protection de l'environnement. Ces problèmes sont encore aiguisés par l'extrême concentration de l'activité économique dans la région de Bangkok. Les ravages causés par le SIDA mettent également en péril l'industrie touristique qui demeurent le principal pourvoyeur en devises du pays

2. Relations bilatérales

Notre commerce global avec la Thaïlande a atteint 1,2 mia Sfr. l'an dernier alors qu'il était de moins de 300 mio Sfr en 1980. Le solde de la balance commerciale a dégagé un excédent de 229 mio Sfr en notre faveur en 1992. Nous exportons principalement des machines (31%) et des produits horlogers (30 %), tandis que nos importations se composent de bijoux et pierres précieuses (32%) et de montres (21%). Il convient de relever que la Thaïlande est l'un de nos principaux partenaires extra-européens, et le premier parmi les pays de l'ASEAN. Pour exemple, nos

échanges avec la Thaïlande sont plus importants que ceux avec la Corée du Sud. En ce qui concerne les investissements, la Suisse se situe année après année aux environs du 7ème rang parmi les investisseurs étrangers.

3. Enseignements tirés des entretiens

Il convient tout d'abord de signaler l'atmosphère très chaleureuse qui a prévalu durant cette visite en Thaïlande. Les liens étroits qui unissent le Roi à la Suisse ne sont certainement pas étrangers à cette attitude très positive à notre égard. Dans ce contexte, plusieurs interlocuteurs ont fait part de la gratitude de la Thaïlande pour les diverses aides que la Suisse a accordées à leur pays, et ceci tout particulièrement à la suite du typhon de 1991.

Cette visite a permis de faire une percée décisive dans les négociations que nous menons depuis plusieurs années pour conclure un accord bilatéral de protection et de promotion des investissements. En effet, les Ministres thaïs, notamment le Vice Premier Ministre Supachai, ont assuré CFD que les derniers obstacles seraient très prochainement levés. En ce qui concerne la conclusion d'une convention destinée à éviter la double imposition, le côté thaïlandais a également fait part à CFD de sa volonté de faire avancer le dossier aussi rapidement que possible. Toujours en relation avec le cadre juridique, CFD a plaidé pour une plus grande transparence et une plus grande ouverture aux investissements étrangers, y compris dans le domaine des services. CFD a également insisté sur l'importance que nous attachons à une protection adéquate de la propriété intellectuelle.

Concernant les négociations du GATT, le message transmis correspond à celui donné par les Malaisiens, à savoir l'attachement au Projet Dunkel avec de la flexibilité sur les périodes d'application. CFD a profité de ces entretiens pour expliquer notre position dans le domaine agricole. Le côté thaï a paru faire preuve de compréhension pour nos problèmes. L'importance de conclure un paquet agricole substantiel a cependant été soulignée par les Thaïlandais qui devront à leur tour faire d'importantes concessions dans les négociations sur les services et sur la propriété intellectuelle. Cet échange de propos sur le paquet agricole de l'Uruguay Round tombait à point nommé puisque le Ministre en charge de ce dossier, le Vice Premier Ministre Supachai, s'apprêtait à s'envoler pour Genève afin de participer à une réunion du Groupe de Cairns.

Concernant la coopération régionale, la délégation a pu noter la même détermination qu'en Malaisie pour ce qui est de la création de la zone de libre-échange ASEAN. Il a même été indiqué que la période de mise en place du projet serait certainement ramenée de 15 ans à 10-12 ans. CFD a saisi cette occasion pour demander au Vice Premier Ministre Supachai quelles étaient les possibilités pour la Suisse de resserrer ses liens avec l'ASEAN en tant que tel; ce dernier a promis qu'il transmettrait le message au Secrétariat de l'Association et qu'il insisterait sur la nécessité de ne pas négliger les pays qui ne font partie d'aucun grand ensemble. Dans ce même contexte, les interlocuteurs de CFD ont fait part du désir de leur pays d'élargir la coopération régionale aux pays de l'Indochine et au Myanmar. Le côté thaïlandais a exprimé de manière très claire l'importance qu'il attachait au développement économique de ces pays, pour lesquels la Thaïlande veut jouer un rôle de tête-de-pont naturelle dans leurs efforts d'ouverture.

La même volonté de coopération existe avec la Chine. Le Premier Ministre et le Roi, notamment, ont précisé que l'intérêt de leur pays résidait dans une Chine stable et ouverte. Les Autorités thaïes semblent craindre un éventuel éclatement de la Chine, et l'instabilité qui en découlerait pour toute la région, à l'instar de ce qui se passe dans l'ex URSS. A ce propos, les Thaïlandais souhaitent vivement que le retour de Hong Kong dans le giron chinois en 1997 se fasse de la meilleure manière possible. Il s'agit là d'un changement d'attitude, car il y a peu de temps encore les Thaïlandais pensaient pouvoir bénéficier directement d'un éventuel chaos à Hong Kong.

IV Conclusion

Cette visite s'est déroulée à un moment opportun pour marquer la présence suisse dans cette Asie en pleine ébullition. N'oublions pas en effet que l'Asie joue déjà le rôle de locomotive de l'économie mondiale, et que cette tendance se renforcera au début du 21ème siècle. Pour preuve, les économies asiatiques comptaient pour 4 % du PNB mondial en 1960, alors qu'aujourd'hui ce chiffre est estimé à environ 25%, et qu'il devrait être de l'ordre de 35 % dans une décennie. Nous sommes au coeur de la plus fulgurante mutation de la fin du vingtième siècle, qui marque la Planète toute entière : l'émergence technologique, économique, politique irrésistible d'une région.

La Suisse, jusqu'à maintenant, a répondu présente à ce nouveau défi. Cependant, la concurrence toujours plus vive imposée par nos partenaires dans cette région ne nous autorise aucun relâchement. Il s'agit pour notre pays, secteur publique et privé, de poursuivre notre effort de présence accrue, comme nous avons su le faire en Europe et aux Etats-Unis, les deux pôles économiques mondiaux traditionnels. Dans ce contexte, le choix de la Malaisie et de la Thaïlande s'est avéré particulièrement pertinent; en effet, leur formidable dynamisme les désigne comme des acteurs essentiels dans l'émergence économique du continent asiatique.

Pour ce qui est de notre politique économique, ces missions mixtes remplissent un double rôle. Elles nous permettent d'apporter nos messages, mais aussi de recevoir directement les messages de nos partenaires. Une de nos tâches consiste d'ailleurs à répercuter en Suisse ce que nous avons vu et entendu. Ceci est particulièrement important pour la Malaisie et la Thaïlande. En effet, ces pays ont certes encore de nombreux progrès à accomplir que ce soit dans le domaine social, de la protection de l'environnement ou encore de l'ouverture des marchés. Cependant, nous pouvons nous aussi apprendre de leurs expériences, notamment en ce qui concerne leur capacité d'adaptation aux changements structurels; cette faculté leur permet de mener constamment les ajustements économiques nécessaires sans pour autant que leur taux de croissance en soit affecté.

**Gemischte schweizerische Wirtschaftsdelegation
nach Malaysia und Thailand
11. bis 17. Oktober 1993**

2 Besuchsprogramm

2.1 Malaysia

2.2 Thailand

**PROGRAMME FOR THE OFFICIAL VISIT OF
H.E. FEDERAL COUNCILLOR MR. JEAN-PASCAL DELAMURAZ,
HEAD OF THE SWISS FEDERAL DEPARTMENT OF PUBLIC ECONOMY
KUALA LUMPUR, 9 - 13 OCTOBER 1993**

Sunday 10 October

- 18:20 Arrival of Economic Delegation, Flight LH 782 ex Bangkok
(Representatives of Administration and Private Industries)
Transfer to Hotel Kuala Lumpur Hilton
- 20:00 Preparatory meeting with Delegation at Hotel Hilton
Venue: Windows on KL III, 30th Floor
- 20:30 Round-table discussion with Representatives of Swiss
Companies in Malaysia
Venue: Windows on KL III, 30th Floor
- 21:30 approx. Buffet-dinner
Venue: Lower Penthouse and Pool Terrace, 30th Floor

Monday 11 October

- 07:30 Delegation: working breakfast at Hotel
Venue: Melaka Grill, Main Lobby

- 09:15 Depart for the Office of the Minister of Energy, Telecommunications and Posts [Lower Lobby]
- 09:30 Meeting with Y.B. **Dato' Seri Samy Vellu**, Minister of Energy, Telecommunications and Posts, with entire Delegation
Venue: 1st Floor, Wisma Damansara, Jalan Semantan
Contact Person: Mr Selathurai, Tel. 2558687
- 11:00 Signing Ceremony of Agreement (MOU) between the State Government of Terengganu and the Ingenieurschule St. Gallen- ISG in presence of H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz, Swiss Minister of Economy and Chief Minister of Terengganu, YAB **Dato' Seri Amar Di Raja Tan Sri Haji Wan Mokhtar bin Ahmad**
Venue: Rajah Room, Lower Lobby
- 11:40 Depart for the Office of the Minister of International Trade and Industry, [Lower Lobby]
- 12:00 Meeting with Y.B. **Dato' Seri Rafidah Aziz**, Minister of International Trade and Industry and H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz, with close collaborators (6 pax)
Venue: 15th Floor, Block 10
Government Offices Complex, Jalan Duta
Contact Person: Mrs Yasmin Abdullah, Tel. 2548650
- 12:15 Meeting with the Swiss Delegation and MITI, led by Ministers of both Countries
Venue: Bilik Zamrud, 16th Floor, Block 10
Government Offices Complex, Jalan Duta
- 13:30 Lunch hosted by Y.B. **Dato' Seri Rafidah Aziz**, Minister of International Trade and Industry, for entire Delegation
Venue: 16th Floor, Block 10
Government Offices Complex, Jalan Duta
- 15:30 Depart for the Office of the Governor of Bank Negara
- 15:45 Meeting with **Tan Sri Dato' Jaafar Hussein**, Governor of Bank Negara, entire Delegation
Venue: 19A Floor, Block A, Bank Negara, Jalan Kuching
Contact Person: Mrs Lilian Lee, Tel. 2987954
- 17:00 approx. Arrival at Hotel
- ~~19:45~~ Depart for Carcosa Seri Negara, [Lower Lobby]
- 20:30 Official Return Dinner hosted by H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz, Minister of Economy
Venue: Carcosa Seri Negara, Langkasuka Room, Lake Gardens
Tel. 2821888

Tuesday 12 October

- 08:30 Breakfast and preparatory meeting for the Delegation
Venue: Melaka Grill, Main Lobby
- 09:15 Economic Delegation only: depart for National Chambers of Commerce and Industry of Malaysia (MCCIM)
- 09:30 Economic Delegation only: Meeting with Executive Director, Mr **Wan Yusof Wan Ismail** and Members of the NCCIM, briefing and discussions
Venue: 37 Jalan Kia Peng, Tel. 2553633
- 09:40 Depart for the Office of the Minister of Defence, Lower Lobby
- 10:00 Meeting with Y.B. **Dato' Seri Najib Tun Razak**, Minister of Defence, small Delegation (Regional Security) (8 pax)
Venue: Jalan Padang Tembak
Contact Person: Mrs Zakiah, Tel. 2921333
- 11:15 Depart for the Office of the Minister of Arts, Culture and Tourism
- 11:30 Discussion with Y.B. **Dato' Sabbaruddin Chik**, Minister of Arts, Culture and Tourism, small Delegation (8 pax)
Venue: Menara Dato' Onn, Putra World Trade Center
Jalan Tun Ismail
Contact Person: Mr. Mohamad Haryani, Tel. 2938973
- 12:30 Lunch for H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz
Delegation: luncheon, own arrangement
- 14:10 Depart for the Economic Planning Unit, Prime Minister's Department
- 14:30 Meeting with **Tan Sri Ali Abul Hassan Sulaiman**, Director General, followed by briefing by Economic Planning Unit, Prime Minister's Department, entire Delegation
Venue: Seminar Room, 1st Floor, Jalan Dato' Onn
Contact Person: Mr Mustaffa, Tel. 2001333
- 15:30 Depart for Connaught Bridge Power Station
- 16:00 Arrival at Connaught Bridge: H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz and Delegation will be met by Y.Bhg. **Tan Sri Dato' Haji (Dr) Ani b. Arope**, Executive Chairman of Tenaga Nasional Berhad
Visit and Inauguration of Gas Turbine Power Station built by ABB
- 17:00 Depart for Hotel
- 17:30 Arrival at Hotel [*Lower Lobby*]
- 19:20 Depart from Hotel to Residence [*Lower Lobby*]

19:30-21:00 Reception for the Delegation, Members of the Swiss Community and Friends of Switzerland at the Residence of the Ambassador
 For H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz: short visit of the Embassy building
Venue: 16-16A, Pesiaran Mudge, Tel. 2423656

Wednesday 13 October

07:45 Working breakfast with media (Swiss and local)
Venue: Melaka Grill, Main Lobby

09:15 approx. Transfer to airport: H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz, Mrs Catherine Delamuraz, Mrs Barbara Schneeberger, Mr Walter Leu, Dr. med Philippe Eckert, Mr Yves Seydoux and Mr Claude Barras [*Lower Lobby*]
Venue: VIP Room Bilik Anggerik

10:55 Departure of flight CX 720 to Hong Kong

* * *

09:15 Economic Delegation: Departure Hotel Hilton to Federation of Malaysian Manufacturers, [*Lower Lobby*]

09:30 Meeting at the Federation of Malaysian Manufacturers with several industrial groups
Venue: 17th Floor, Wisma Sime Darby, Jalan Raja Laut
Contact Person: Ms Kristine Low, Tel. 2931244

11:00 Meeting of Members of Machinery Industry Group with local Representative of Cosa Liebermann
Venue: Hotel Hilton, Studio IV, 5th Floor

12:00 Lunch: own arrangement

13:30 Transfer to Airport, Hilton [*Lower Lobby*]

15:10 Departure of Delegation to Bangkok, flight MH 782.

Programme of the visit of H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz
Head of the Swiss Federal Department of Public Economy
in Bangkok, from 13 to 17 October, 1993

WEDNESDAY, 13.10.1993

16.10 (TGMH 782) Arrival of the Delegation without H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz. Transfer to the Grand Hyatt Erawan Hotel and briefing by Mr. Pierre Borgeaud and H.E. Ambassador Blaise Godet

THURSDAY, 14.10.1993

08.00 - 09.30 Working-breakfast with Chief executives of Swiss Companies (Danzas, Diethelm, Nestlé, Swiss Banking Corporation and Zuellig) the Grand Hyatt Erawan Hotel, Drawing Room

09.30 - 12.00 Round Table with representatives of the Joint Standing Committee on Commerce, Industry and Banking (the Board of Trade of Thailand, the Federation of Thai Industries, the Thai Bankers Association), the Board of Investment, the Fiscal Policy Office and Chief executives of Swiss Companies, the Grand Hyatt Erawan Hotel, Amarin Room

12.30 Luncheon with the participants of the Round Table, The Grand Hyatt Erawan Hotel, Ploenchit Room

14.20 (TG 601) Arrival of H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz, VIP-Lounge, Bangkok International Airport

15.30 - 15.45 Preparatory meeting with the delegation, The Royal Princess Hotel

16.00 - 17.30 Meeting with H.E. **Uthai Pimchaichon**, Minister of Commerce, Ministry of Commerce, Pak Klong Talad (max. 8 persons)

18.00 Arrival at the Grand Hyatt Erawan Hotel

19.00 Cocktail-reception at the Residence of the Swiss Ambassador in honour of H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz, for the Swiss Economic Mission, for his interlocutors and other high ranking Thai personalities.

FRIDAY, 15.10.1993

- 07.15 Working-breakfast, the Grand Hyatt Erawan Hotel,
Drawing Room
- 08.30 Meeting with H.E. Squadron Leader Prasong Soonsiri,
Minister of Foreign Affairs (restricted participation)
- 09.15 Visit of the Grand Palace.

Separate programme for the machinery industry members

- 8.00 - 9.45 Meeting with experts of Swiss trading
companies (Diethelm, Zuellig), Grand
Hyatt Erawan Hotel, Rajdamri Room
- 10.30 Meeting with H.E. Boonchu Rojanastien
Deputy Prime Minister, Government House
- 12.00 Luncheon of the Swiss-Thai Business Association and speech
(15-20 minutes) by H.E. Federal Councillor
Jean-Pascal Delamuraz, the Montien Hotel, Grand Ball Room
- 14.00 Courtesy call to H.E. Chuan Leekpai, Prime Minister,
Government House (restricted participation)
- 15.00 Meeting with H.E. Vjtit Supinit, Governor of the Bank
of Thailand, Bank of Thailand
- 16.30 Meeting with H.E. Mr. Tarrin Nimmanahaeminda,
Minister of Finance, Ministry of Finance
- 17.15 Signature of the Amendment concerning the increase of the
Swiss Mixed Credit II, Ministry of Finance
(restricted participation with Mae Moh Consultants
representatives)
- 19.30 Buffet-reception at the Residence of the Swiss Ambassador
in honour of H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz
for the Swiss Economic Mission to Thailand and members of
the Swiss Business Community.

SATURDAY, 16.10.1993

- 07.30 Working-breakfast with representatives of Swiss Media,
The Grand Hyatt Erawan Hotel, Drawing Room
(very restricted participation)
- 10.00 Meeting with H.E. Dr. Supachai Panitchpakdi,
Deputy Prime Minister, Oriental Hotel
- 11.00 Luncheon hosted by H.E. Dr. Supachai Panitchpakdi
Deputy Prime Minister, Oriental Hotel, Regency Room

END OF THE SWISS ECONOMIC MISSION TO THAILAND

SATURDAY, 16.10.1993 (continuation)

The following special programme for H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz, his spouse Mme Catherine Delamuraz and their Host, H.E. Deputy Prime Minister Supachai Panitchpakdi accompanied by the Swiss Ambassador to Thailand, H.E. Blaise Godet.

13.30 Transfer to Bangkok Airport (Royal Thai Army Air Field)
14.20 Departure to Narathiwat by Royal Thai Army flight
16.20 Arrival at Ban Thorn Air Field/Narathiwat Province, proceed to Taksin Palace by royal motorcade
16.45 Arrival at Taksin Palace
17.30 Audience graciously granted by His Majesty the King
18.00 Transfer to Ban Thorn Air Field
18.30 Return flight to Bangkok
20.30 Arrival at Bangkok Airport (Royal Thai Army Air Field)
21.15 Transfer to Grand Hyatt Hotel and private dinner

SUNDAY, 17.10.1993

09.25 Departure of H.E. Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz to Bangkok International Airport, VIP-Lounge
10.40 Departure to Seoul (TG 628)

**Gemischte schweizerische Wirtschaftsdelegation
nach Malaysia und Thailand
11. bis 17. Oktober 1993**

3 Delegationslisten

3.1 Malaysia

3.2 Thailand

LIST OF THE SWISS DELEGATION**Representatives of the Federal Administration**

Delamuraz Jean-Pascal	Federal Councillor Federal Department of Public Economy Leader of the Delegation
Imboden Nicolas	Ambassador and Delegate of the Government of Switzerland for Trade Agreements Department of Public Economy
Cuennet Henri	Ambassador of Switzerland Kuala Lumpur
Schneeberger Barbara	Personal Secretary to Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz
Kummer Rudolf	Head of Section for Asian Developing and State Trading Countries Department of Public Economy
Hirsiger Markus	Counsellor Embassy of Switzerland, Kuala Lumpur
Barras Claude	Deputy of Head of Section for Asian Develop- ing and State Trading Countries Department of Public Economy

Swiss Economic Mission to Malaysia

September 28, 1993

Swiss Federation of Commerce and Industry (Vorort)	Pierre Borgeaud , Chairman Swiss Federation of Commerce and Industry, Chairman of the Board of Sulzer Brothers Ltd., Winterthur
Swiss Watch Industry	François Habersaat , President, Swiss Watch Industry, Biel Member of the Presidential Board, Swiss Federation of Commerce and Industry
Banks	Max Heer , Managing Director, Financial Institutions, Swiss Bank Corporation, Zurich Walter E. Lieb , Member of Senior Management, Head Commercial Banking, Asia/Pacific, Credit Suisse, Zurich Walter Geering , Senior Vice President, Head of the Correspondent Banking Department Swiss Volksbank, Head Office, Zurich Carl F. Schlick , Senior Vice President, Advisor to a Member of the UBS Group Executive Board, Zurich
Machine Industry	Jonathan D. Abbis , Area Manager, Bobst SA, Lausanne René Castella , Vice President, Dixi SA, Le Locle Dr. Dieter Hody , Vice President, Sulzer International Ltd., Winterthur Werner Kummer , President, Schindler Ltd., Ebikon Dr. Kurt Meier , Member of the Management, Swiss Association of Machinery Manufacturers, Zurich Peter Meier , President, Starrfräsmaschinen AG, Rorschacherberg Karl Nicklaus , Chairman, ESEC SA, Cham (Malaysia only) Dr. Ralph Schmitz-Dräger , Director, Mikron AG, Biel Gaston Thalmann , ABB Management AG, Baden Peter Pscheid , Prof. Dr., Rector of the Ingenieurschule St. Gallen, St. Gallen
Association of Swiss Consulting Engineering, Architecture and Consulting Firms	Jürg Walty , President Colenco Power Consulting Ltd., Baden, Member of the Executive Committee of Association of Swiss Consulting Engineering, Architecture and Consulting Firms
Association for the Swiss Ceramic Industry	Dr. Erich Stiefelmeyer , Chairman of the corporate executive committee, Ceramic Holding Ltd., Laufen
Swiss Office for Trade Promotion OSEC	Peter Pfister , Deputy Director, Swiss Office for Trade Promotion, Zurich and Lausanne

LIST OF THE SWISS DELEGATION**Representatives of the Federal Administration**

Delamuraz Jean-Pascal	Federal Councillor Federal Department of Public Economy Leader of the Delegation
Imboden Nicolas	Ambassador and Delegate of the Government of Switzerland for Trade Agreements Department of Public Economy
Godet Blaise	Ambassador of Switzerland Bangkok
Schneeberger Barbara	Personal Secretary to Federal Councillor Jean-Pascal Delamuraz
Kummer Rudolf	Head of Section for Asian Developing and State Trading Countries Department of Public Economy
Pelican Giatgen-Mario	Counsellor Embassy of Switzerland, Bangkok
Barras Claude	Deputy of Head of Section for Asian Develop- ing and State Trading Countries Department of Public Economy

Swiss Economic Mission to

Thailand

September 28, 1993

Swiss Federation of Commerce and Industry (Vorort)	Pierre Borgeaud , Chairman Swiss Federation of Commerce and Industry, Chairman of the Board of Sulzer Brothers Ltd., Winterthur
Swiss Watch Industry	François Habersaat , President, Swiss Watch Industry, Biel Member of the Presidential Board, Swiss Federation of Commerce and Industry
Banks	Max Heer , Managing Director, Financial Institutions, Swiss Bank Corporation, Zurich Walter E. Lieb , Member of Senior Management, Head Commercial Banking, Asia/Pacific, Credit Suisse, Zurich Walter Geering , Senior Vice President, Head of the Correspondent Banking Department Swiss Volksbank, Head Office, Zurich Carl F. Schlick , Senior Vice President, Advisor to a Member of the UBS Group Executive Board, Zurich
Machine Industry	Jonathan D. Abbis , Area Manager, Bobst SA, Lausanne René Castella , Vice President, Dixi SA, Le Locle Dr. Dieter Hody , Vice President, Sulzer International Ltd., Winterthur Dr. Kurt Meier , Member of the Management, Swiss Association of Machinery Manufacturers, Zurich Peter Meier , President, Starrfräsmaschinen AG, Rorschacherberg Karl Nicklaus , Chairman, ESEC SA, Cham (Malaysia only) Dr. Ralph Schmitz-Dräger , Director, Mikron AG, Biel Gaston Thalmann , ABB Management AG, Baden Peter Pscheid , Prof. Dr., Rector of the Ingenieurschule St. Gallen, St. Gallen
Association of Swiss Consulting Engineering, Architecture and Consulting Firms	Jürg Walty , President Colenco Power Consulting Ltd., Baden, Member of the Executive Committee of Association of Swiss Consulting Engineering, Architecture and Consulting Firms
Association for the Swiss Ceramic Industry	Dr. Erich Stiefelmeyer , Chairman of the corporate executive committee, Ceramic Holding Ltd., Laufen
Swiss Office for Trade Promotion OSEC	Peter Pfister , Deputy Director, Swiss Office for Trade Promotion, Zurich and Lausanne

**Gemischte schweizerische Wirtschaftsdelegation
nach Malaysia und Thailand
11. bis 17. Oktober 1993**

4 Gesprächsnotizen und erhaltene Unterlagen

4.1 Malaysia

- 4.1.1 Minister für Energie, Post und Telekommunikation Samy Vellu**
- 4.1.2 Handels- und Industrieministerin Rafidah Aziz**
- 4.1.3 Gouverneur Jaafar Hussein, Bank Negara**
- 4.1.4 Verteidigungsminister Najib Tun Razak**
- 4.1.5 Minister für Kunst, Kultur und Tourismus Sabbaruddin Chik**
- 4.1.6 Präsentation durch EPU**
- 4.1.7 Chamber of Commerce and Industry**

4.2 Thailand

- 4.2.1 Handelsminister Uthai Pimchaichon**
- 4.2.2 Aussenminister Prasong Soonsiri**
- 4.2.3 Vize-Premierminister Boonchu Rojanastien**
- 4.2.4 Premierminister Chuan Leekpai**
- 4.2.5 Assistant Gouverneur Chayawat Wibulswasdi, Bank of Thailand**
- 4.2.6 Finanzminister Tarrin Nimmanahaeminda**
- 4.2.7 Vize-Premierminister Supachai Panichpakdi**
- 4.2.8 König Bhumibol Adulyadej**

Malaysia, 11. Oktober 1993

Ministry of Energy, Post and Telecommunications

Anwesend: Y.B. Dato' Seri Samy Vellu, Minister
Chefbeamte des Ministeriums
gesamte schweizerische Delegation

1) Energie

Bundesrat Delamuraz leitet, nach der Begrüssung durch Minister Vellu, das Gespräch mit der Feststellung ein, dass der Stromkonsum Malaysias sehr stark wachse. Die Schweiz und ihre Firmen verfügten über grosse Erfahrung in der Stromerzeugung durch Wasserkraft und Gasturbinen sowie in der Stromverteilung. Er stellt fernerhin das Interesse unserer Firmen an einer weiteren Zusammenarbeit mit Malaysia fest.

Auf diverse Fragen unserer Seite geht aus den Ausführungen der Vertreter des Ministeriums hervor, dass der Stromverbrauch jährlich um 13% pro Jahr steige. Die heute installierte Kapazität von etwa 5'000 MW soll bis zum Jahr 2000 auf 12'000 MW steigen.

Dabei wird eine Privatisierungspolitik verfolgt, indem "independant power producers" Lizenzen zum Betrieb von Kraftwerken erteilt werden. Bis heute wurden 3 Lizenzen (für eine kombinierte Leistung von 3'200 MW) erteilt, 2 weitere für 880 MW sind im Bewilligungsverfahren. Vom Gesamtverbrauch sollen dereinst zwei Drittel durch private Betreiber gedeckt werden. Für weitere 800 MW laufen Abklärungen durch Beratungsfirmen.

Die Stromverteilung wird allerdings in der Hand von TNB (Tenaga Nasional Berhad) bleiben. Der Ausbau der Verteilungskapazitäten wird vorangetrieben, um den Bedarf decken zu können. Es ist erklärte Politik, jederzeit genügend Strom zur Verfügung zu stellen. (In einem separaten Gespräch erklärt der Gouverneur der Bank Negara, dass TNB eine Verpflichtung zur Abnahme der durch die IPP's produzierten Energie habe).

In der weiteren Perspektive bis zum Jahr 2020 wird eine installierte Leistung von 36'000 MW angepeilt mit einer "spinning reserve" von 13%.

Dass heute noch gelegentlich Angebotsprobleme auftreten, ist erkannt. Auch für die Zukunft können Knappheiten und Stromausfälle nicht ausgeschlossen werden, wenn im Ausbauprogramm Verzögerungen auftreten. (In der Vorbesprechung wurde von einem Schweizer auf dieses Problem hingewiesen, aber auch auf die prompte Bereitschaft des Ministers persönlich, für Abhilfe zu sorgen).

Etwa 60% der produzierten Elektrizität kommen aus Gasturbinen-Kraftwerken, 20% aus Wasserkraft, 15% aus kohlegefeuerten, der Rest aus ölgefeuerten Kraftwerken. Nuklearenergie sei politisch nicht akzeptierbar.

**Gemischte schweizerische Wirtschaftsdelegation
Malaysia (11. - 13. Oktober 1993)**

Int. 821 allg. - kum/mei

Bern, 19. Oktober 1993

**Gespräch mit Frau Rafidah Aziz (A), Handels und Industrieministerin
(11. Oktober 1993)**

Vor dem Gespräch im Beisein der ganzen Delegation findet eine Unterredung mit Bundesrat Delamuraz (BRD) in Anwesenheit des Präsidenten des Vororts und der Vertreter der Verwaltung statt:

- BRD teilt mit, wie stark die schweizerische Delegation von der malaysischen Wirtschaft und der raschen Entwicklung des Landes ist. Er ist überzeugt, dass die Voraussetzungen für vermehrte schweizerische Investitionen - trotz grosser Konkurrenz durch andere Länder - vorhanden sind.
- Kernpunkt der kurzen Unterredung bildet aber die Uruguay Runde des GATT. Beide Seiten würdigen die Bedeutung dieser Verhandlungen für die Weltwirtschaft, vor allem aber für kleinere und mittlere Volkswirtschaften. Sie teilen die Ansicht, dass die Runde rasch abgeschlossen werden soll, die laufenden Verhandlungen aber nicht nur durch die USA und die EG - unter Ausschluss der anderen Vertragsparteien zu Ende geführt werden dürfen. BRD macht insbesondere auf die schweizerische Position in bezug auf das Dossier Landwirtschaft aufmerksam, die allerdings die Interessen Malaysias (tropische Produkte) nicht tangiert. A bringt dem schweizerischen Standpunkt Verständnis entgegen, insofern dadurch der "draft final act" und das "Blair House - Agreement" nicht geändert werden müssen. Sowohl die ASEAN-Länder als auch Japan seien gegen jede Aenderung.
- In bezug auf die AFTA teilt A mit, dass an der soeben zu Ende gegangene Tagung der Wirtschaftsminister beschlossen worden sei, die erste Etappe der Zollreduktionen ein Jahr früher als vorgesehen - also bereits am 1.1.1994 - einzuführen. Auch sei die Zahl der Zollpositionen, die Gegenstand der Herabsetzungen sein werde erhöht worden. Auf Details ging sie jedoch nicht ein.

Das Arbeitsgespräch mit der ganzen Delegation von etwas mehr als einer Stunde war folgenden Themen gewidmet:

1. Allgemeiner Gedankenaustausch

A legt eingangs dar, dass für die Wirtschaftsbeziehungen zwischen den beiden Ländern noch ein grosses Wachstumspotential besteht. Sie stellt mit Genugtuung fest, dass die Wirtschaftstätigkeit der schweizerischen Firmen nicht nur mit sondern auch über Malaysia abgewickelt wird. Offensichtlich legt sie grossen Wert darauf,

Schweiz Malaysia viel zu bieten). Der geforderte Beizug von lokalen Vertretern dient dazu, diese einem obligatorischen Lernprozess zu unterziehen.

- ad 2 Malaysia hat bereits eine sehr hohe Dichte an ausländischen Versicherungen (und Banken). Trotzdem sieht die Regierung mittelfristig eine schrittweise Liberalisierung vor. Daneben bestehen bereits jetzt fast unbeschränkte Möglichkeiten im "off shore banking". Ferner besteht die Möglichkeit, dass ausländische Banken malaysischen Firmen direkte Kredite gewähren.

Der Vertreter des VSM, Kurt Meier (M), betont die Bereitschaft der schweizerischen Textilmaschinenindustrie, Malaysia beim Aufbau eines Ausbildungszentrums für die Textilindustrie zu unterstützen. Dazu wird der malaysischen Seite ebenfalls ein Memorandum übergeben (Beilage). M macht zudem auf konkrete Projekte aufmerksam, an denen schweizerische Firmen sehr interessiert sind (z.B. Schindler Aufzüge) und fragt, wie ein solches Interesse am wirkungsvollsten umgesetzt werden könnte. A verweist auf die MIDA (Malaysian Industrial Development Authority) als beste Anlaufstelle. Ferner bestätigt sie die Nützlichkeit des von M erwähnten "Swedish fund" als Marketinginstrument.

3. Regionale Fragen

Auf eine Frage von BRD auf das Verhältnis zwischen EAEC und ASEAN eingehend, sagt A, dass

- das Sekretariat der ASEAN die erste Tagung vorbereiten werde, sobald "die Zeit reif" sei....
- die EAEC zwar alle ostasiatischen Mitglieder in der APEC umfassen solle, die ASEAN aber den Kern dieses neuen Zusammenschlusses bilden werde.

Eine weitere Frage beantwortend, teilt A mit, dass Malaysia im Rahmen der zu fördernden Arbeitsteilung innerhalb der ASEAN beispielsweise im Automobilbau eine Vorreiterrolle spielen werde.

Besuchsbericht:**BANK NEGARA, Kuala Lumpur/Malaysia (11.10.1993)**

Die vollzählige Schweizer-Delegation wurde empfangen von Governor Tan Sri Dato Jaafar Hussein.

Im Anschluss an die gegenseitige Vorstellung begann BR Delamuraz mit der Frage, wie Malaysia es schaffe, hohes Wirtschaftswachstum mit tiefer Inflation zu verbinden, insbesondere, wie der Governor in Zukunft dieses Zusammenspiel sieht.

Der Governor gab folgende Eckwerte zu bedenken:

Der auf das Jahr 2020 (das Jahr, in dem Malaysia zu den industrialisierten Ländern gehören will) fixierte Wirtschaftsplan sieht ein jährliches Wirtschaftswachstum von 7 % vor. In den letzten 7 Jahren wurde regelmässig ein Wachstum von 7 - 10 % erzielt bei einer Inflation zwischen 1 - 5 % (1992: 4,5 %). Obschon eine de facto Arbeitslosigkeit von 3 % besteht (unflexible, unplazierbare Arbeitskräfte), ist es schwierig, Spezialisten zu finden. Er erachtet die gegenwärtige Konjunkturlage als überhitzt. Trotzdem sollen weitere Liberalisierungsschritte folgen, wie die Privatisierung der Elektrizitätswirtschaft (ohne Verteilung) und die Abschaffung von Preiskontrollen auf wichtigen Gütern. Um die Situation unter Kontrolle zu halten, sieht die Regierung vor, die wirtschaftlichen Kapazitäten über dem Bedarf zu halten. Ausländische Investitionen sollen die Anliegen der Regierung unterstützen, wobei die Regierung klare Vorstellungen über die zu fördernden Wirtschaftssektoren (Investmentfirmen, Tourismus, Ausbildung, High-tech-Industrie) hat.

Auf die Frage von BR Delamuraz, welchen Einfluss die Wirtschaftsmacht Japan auf die malaysische Wirtschaft hat, erwähnt der Governor, dass Malaysia für Japan aus verschiedenen Gründen kein Zielmarkt sei und die japanischen Investitionen sehr diversifiziert erfolgten, wobei sich die "pace" noch verlangsame. Da die Arbeitskosten für diese Region nicht mehr billig seien, sei das Interesse Japans ebenfalls nicht sehr hoch. Von den 30 % Exporten (vom Gesamten), die in die ASEAN-Region gehen, entfallen nur 13 % auf Japan. Bei den Importen ist Japan nach wie vor der Nr. 1-Handelspartner. Man ermutige dabei die einheimischen Unternehmer, ins Ausland zu gehen und sich der Konkurrenz zu stellen. Gegenüber 1992 verlor Japan die führende Position der Investoren in Malaysia an Frankreich und die USA.

Herr Borgeaud (Vorort) stellt die Frage, wie weit sich der Sektorservice weiter öffnet, insbesondere auch vor dem Hintergrund der laufenden GATT-Verhandlungen, vor allem wann neue Lizenzen für Versicherungen erteilt werden. Der Governor findet, dass der Banken- und Versicherungssektor in Malaysia schon viel offener sei, als in den umliegenden Ländern und daher kein Handlungsbedarf bestehe, zumal bereits eine grosse Anzahl von ausländischen Banken und Versicherungen hier vertreten seien (56 Versicherungen). Mehr Handlungsbedarf bestehe hingegen im Rückversicherungsgeschäft, wo er die Versicherungen auffordere, dieses in Malaysia zu betreiben, um allfällige Investitionen auch Malaysia zugute kommen zu lassen. Auf die Zusatzfrage des 100 %-igen Prämientransfers im Rückversicherungsgeschäft (bisher 95 %) wird der Governor nach Konsultation mit den Steuerbehörden zurückkommen.



Malaysia, 12. Oktober 1993

Gespräch mit Verteidigungsminister Najib Tun Razak

Minister Najib sieht eine zweifache Notwendigkeit, die malaysischen Streitkräfte auszubauen. Der heutige, bescheidene Stand erzwingt eine Modernisierung, und die politische Grosswetterlage ist labil.

Hinzu kommt der mehrmals bekräftigte Anspruch China's auf die Spratley- und Paracel-Inseln. Sorgen bereitet auch die Möglichkeit, dass sich China mit weittragenden Waffen ausrüsten könnte. China, das wohl die Nation des 21. Jahrhunderts sei, sei in einem konstruktiven Gespräch in die Region und deren Bedürfnisse einzubinden.

Burma sei ein geschlossenes Land, solange Ne Win an der Macht sei.

Das Verteidigungsbudget von Malaysia nimmt jetzt etwa 5% des Bruttonationalproduktes in Anspruch, nachdem dieser Wert jahrelang bei 2.5% gelegen hat.

Malaysia ist mit seinen Nachbarn im Rahmen von "firepower agreements" und durch bilaterale Abkommen mit den ASEAN-Staaten verteidigungspolitisch gebunden.

Marine: die Marine hat kürzlich 2 Fregatten für etwa 2mrd. Ringit gekauft. Im Moment läuft die Evaluation für die Beschaffung von etwa 30 patrol vessels (1000-1300 tonnen, heavy duty combat ships), allerdings wurden noch keine Entscheide getroffen. Der Prospekt der Firma MAAG Getriebe AG (der Name der Firma war offensichtlich bekannt) wurde mit Interesse entgegengenommen. Zur Produktion dieser Schiffe denkt der Minister an den Einbezug ausländischer Investitionen.

An eigener Rüstungsfertigung sind zu nennen: Gewehre und kleine Waffen, Anlauf der Lizenzproduktion Steyr, Leichtflugzeuge und das Marineprogramm.

Dem Unterhalt kommt steigende Bedeutung zu. Zwei Firmen sind damit betraut. Denselben Firmen obliegt auch die Beschaffung von Material. Es wurde versprochen, über die Botschaft Anschrift und Kontaktpersonen weiterzugeben.

**Gemischte schweizerische Wirtschaftsdelegation
Malaysia (11. - 13. Oktober 1993)**

Int. 821 allg.

Bern, 18. Oktober 1993

**Gespräch mit Herrn Y.B. Dato'Sabbaruddin Chik, Minister of Arts, Culture and Tourism
(12. Oktober 1993)**

BR Delamuraz:

- Dankt für Begegnung. Weist auf Bedeutung des Tourismus und auf die Attraktivität von Malaysia hin. Erteilung des Wortes an W. Leu.

W. Leu bringt folgende Punkte zur Sprache:

1. "2nd Swiss Forum on Intl. Tourism", 16.-19.10.1994. Dafür besteht schon heute starkes internationales Interesse.
 - Bundesrat Delamuraz ist Präsident des Patronatskomitees. UNESCO Paris unterstützt das Forum moralisch und materiell.
 - Eine Teilnahme malaysischer Persönlichkeiten würde sehr geschätzt. SVZ wird durch Botschaft Informationsmaterial senden.
2. Austausch von Erfahrungen und Marktdaten zwischen ASEAN-Staaten und der European Travel Commission (ETC) sowie Alpine Tourist Commission (ATC). Ein solcher Austausch wäre aus malaysischer Sicht erwünscht. W. Leu will diesen Wunsch in die betreffenden Kommissionen bringen.
3. 1994 ist die Durchführung von Swiss Weeks (multidisziplinär) in Kuala Lumpur geplant. Politische Unterstützung durch malaysische Behörden wäre erwünscht.

Minister Sabbaruddin:

- Am FORUM 1994 interessiert.
- Sagt Unterstützung für Swiss Week zu.
- Sehr interessiert an Austausch von Marktdaten und Erfahrungen zwischen Europa/Alpenregion und Malaysia/ASEAN.
- Würde mehr Plätze für die Ausbildung an Schweizer Hotelfachschulen brauchen.
- Macht längere Ausführungen über touristische Frequenzen Schweiz-Malaysia und Malaysia-Schweiz.

**Gemischte schweizerische Wirtschaftsdelegation
Malaysia (11. - 13. Oktober 1993)**

Int. 821 allg.-kum/mei

Bern, 19. Oktober 1993

**Präsentation bei der Economic Planning Unit (EPU)
(12. Oktober 1993)**

Die EPU gilt als "Think Tank" der malaysischen Regierung in Wirtschaftsfragen. Sie ist direkt dem Premierminister unterstellt. Wichtige Entwicklungsvorhaben müssen von ihr genehmigt werden. Sowohl Einfluss wie Kompetenzen entsprechen denjenigen eines Ministeriums.

Nach der Begrüssung durch Herrn Tan Sri Ali Abul Hassan Sulaiman, Generaldirektor der Economic Planning Unit, gibt einen ausgezeichneten Ueberblick über die Wirtschaft Malaysias, die Aussichten und insbesondere die langfristige Planung (Plan 2020). Der Text des Referates liegt dieser Notiz bei.

Leider war die Zeit für dieses Treffen recht kurz bemessen. Viele Fragen von allgemeinem Interesse konnten deshalb diesen hochqualifizierten Gesprächspartnern nicht gestellt werden.

**Briefing to the
Economic Minister of Switzerland**

MALAYSIAN ECONOMIC DEVELOPMENT

By

**Dr. Gan Khuan Poh
Senior Director Macroeconomic
and Evaluation,
Economic Planning Unit**

12 October 1993

WELCOME
TO THE
ECONOMIC PLANNING UNIT
PRIME MINISTER'S DEPARTMENT
MALAYSIA

MALAYSIA'S ECONOMIC
DEVELOPMENT

BRIEFING OUTLINE

1. Development Philosophy and Policy Evolution
2. Policy Implementation
3. Performance and Prospects
4. Privatisation
5. Current concerns

NEW ECONOMIC POLICY (1971-1990)

- o ERADICATING POVERTY by raising the income levels and increasing the employment opportunities for all Malaysians irrespective of race; and
- o RESTRUCTURING SOCIETY so as to reduce the economic imbalances that exist among the various races in Malaysia and to eventually eliminate the identification of race with economic functions.

NEP Poverty Eradication Achievements

INCIDENCE OF POVERTY (% of households)

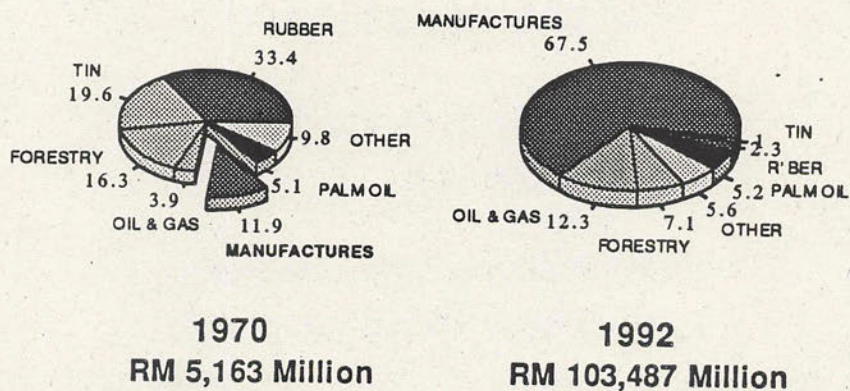
	1970	1990	1992	1995 (6MP target)
Overall	49.3	17.1	13.6	11.1
Rural	58.7	21.8	18.7	16.8
Urban	21.3	7.5	5.5	4.2

NEP Restructuring Targets

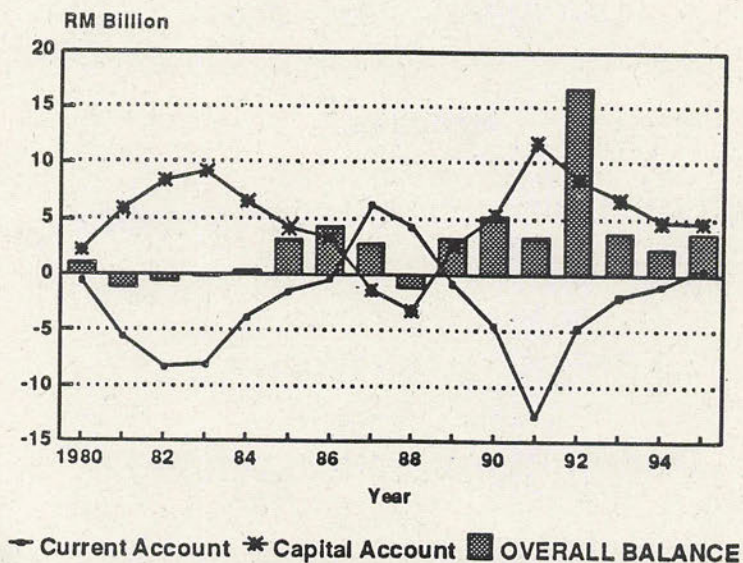
EQUITY OWNERSHIP (%)

	1970	1990 (target)	1990 (achieved)
Bumiputera (INDIGENOUS)	2.4	30	20.3
Other Malaysians	32.3	40	46.2
CHINESE			44.9
INDIANS			1.0
OTHERS			0.3
Foreigners	63.3	30	25.1
Nominee	2.0		8.4

DIVERSIFICATION OF EXPORTS (% to total exports)



BALANCE OF PAYMENTS, 1980-95



DEVELOPMENT POLICIES FOR POST 1990

- o VISION 2020
- o SECOND OUTLINE PERSPECTIVE PLAN (OPP2), 1991 - 2000
- o SIXTH MALAYSIA PLAN (6MP), 1991 - 1995

SIXTH MALAYSIA PLAN, 1991-95

development thrust

* to sustain growth momentum and manage it successfully to achieve **BALANCED DEVELOPMENT**

* the private sector to play the leading role while public sector plays supportive role

MACRO-ECONOMIC STRATEGIES

- a. to improve efficiency and competitiveness of the economy as well as maintain macro-economic stability
- b. to consolidate public sector finances and reduce its direct participation in the economy
- c. to maintain and further improve investment climate
- d. to accelerate industrial development process by encouraging technological upgrading, industrial restructuring and modernisation
- e. to mobilise and channel savings towards productive sectors of the economy

MACRO-ECONOMIC TARGETS

	OPP1 (achieved)	6MP	OPP2
GDP	6.7%	7.5%	7.0%
UNEMPLOYMENT*	5.6%	4.5%	4.0%
INFLATION	4.6%	low	low
PER CAPITA (RM)*	6,224	10,200	17,000
BOP (% to GNP)	-1.9	-0.8	0.6

* end of period

SECTORAL STRATEGIES

- a. further diversify economic base
- b. strengthen internal resilience
- c. to establish greater linkages between sectors in the economy and within the sectors itself
- d. exploring new frontiers of development
- e. to promote economic activities which are capable of reducing the current account deficit in the balance of payments

PUBLIC EXPENDITURE OF FIVE YEAR PLANS (RM billion)

Plan	Actual	% of GNP
	Current Prices	
2MP, 1971-75	9.9	11.2
3MP, 1976-80	27.8	14.6
4MP, 1981-85	78.6	24.1
5MP, 1986-90	61.9	14.3
6MP, 1991-95*	104.0	13.0
	Constant 1978 Prices	
2MP, 1971-75	14.2	10.7
3MP, 1976-80	27.0	14.4
4MP, 1981-85	61.4	24.4
5MP, 1986-90	44.3	13.9
6MP, 1991-95*	58.2	12.3

* Allocation

FEDERAL GOVERNMENT DEVELOPMENT ALLOCATION BY SECTOR (6MP, 1991-95)

Sector	RM bn	% to Total
I. ECONOMIC	31.2	56.8
<i>Agriculture</i>	9.0	16.4
<i>Commerce & Industry</i>	5.8	10.5
<i>Transport & Comm.</i>	10.8	19.7
<i>Energy</i>	1.0	1.8
<i>Water</i>	3.8	6.9
<i>Others</i>	0.9	1.6
II. SOCIAL	13.5	24.5
<i>Education & Training</i>	8.5	15.5
<i>Health</i>	2.3	4.1
<i>Housing</i>	0.8	1.5
<i>Others</i>	1.9	3.5
III. SECURITY	8.4	15.3
IV. ADMINISTRATION	1.9	3.4
TOTAL	55.0	100.0

VISION 2020

OUTPUT AND INCOME

OUTPUT GROWTH AVERAGING 7 %

RESULTING IN :

- o AN EIGHT-FOLD INCREASE OF GDP
- o A FOUR-FOLD INCREASE OF PER CAPITA INCOME

LEADING SECTORS ARE MANUFACTURING AND SERVICES

Vision 2020

STRUCTURAL TRANSFORMATION

Growth led by manufacturing and modern services sector

Share of GDP By Sectors (%) :

	1990	2020
Agriculture	18.6	6.0
Manufacturing	27.0	40.0
Modern Services	42.0	50.0

OBJECTIVES OF PRIVATIZATION

- o REDUCE FINANCIAL AND ADMINISTRATIVE BURDEN OF GOVERNMENT
- o REDUCE PUBLIC SECTOR SIZE AND DIRECT PARTICIPATION IN THE MARKET PLACE
- o PROMOTE COMPETITION, EFFICIENCY AND PRODUCTIVITY
- o ACCELERATE ECONOMIC GROWTH
- o MEET TARGETS OF NEP

**Gemischte schweizerische Wirtschaftsdelegation
Malaysia (11. - 13. Oktober 1993)**

Int. 821 allg.-kum/mei

Bern, 19. Oktober 1993

**Gespräch mit der National Chamber of Commerce and Industry of Malaysia
(12. Oktober 1993)**

Die Delegation aus der Wirtschaft, begleitet vom Verfasser dieser Notiz, besucht am 12. Oktober den Sitz dieser Kammer, wo sie u.a. von Exekutivdirektor Wan Yusof empfangen wird.

Gesprächsthemen:

1. Die NCCIM

Die NCCIM ist ein Zusammenschluss der die drei nach Rassen getrennten (malaiischen, chinesischen und indischen) Industrie- und Handelskammern, die Gruppierung der Fabrikanten sowie malaysische Internationale Handelskammer umfasst. Sie dürfte am ehesten dem Vorort vergleichbar sein. Sie ist ein Konsultations- und Koordinationsorgan, mit engen Beziehungen im Rahmen "bilateral Committees" zu 14 Ländern aus allen Kontinenten. Als Anlauf und Kontaktstelle ist sie für ausländische Firmen nicht, für Verbände jedoch sehr wohl geeignet.

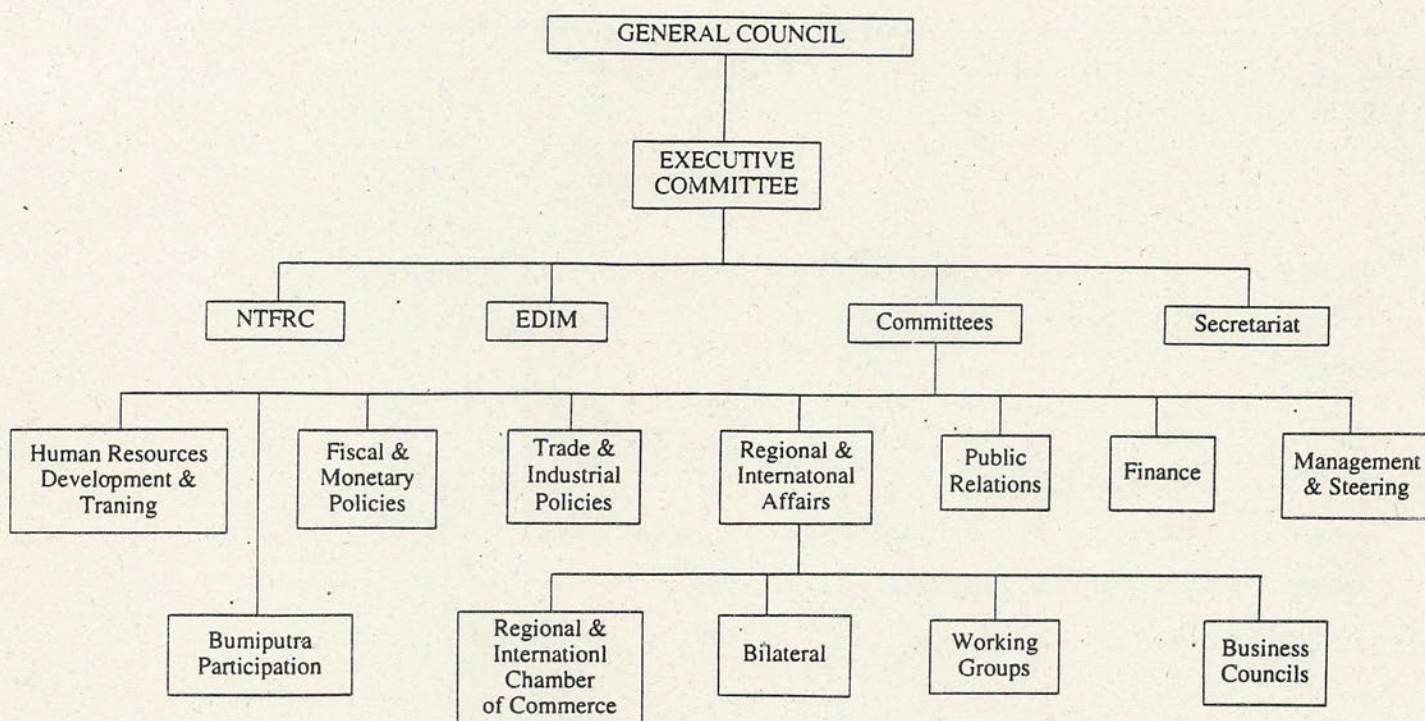
2. Die malaysische Wirtschaft

Die Gesprächspartner informierten über die malaysische Wirtschaft, die Wirtschaftslage und die Planung. Einzelheiten finden sich in der Notiz über die Präsentation der EPU, die ausschliesslich diesen Themen gewidmet war.

Beilagen: Informationen über Aufbau, Tätigkeit und Struktur der NCCIM

CHART 1

NCCIM'S ORGANISATION STRUCTURE



Keys:
 NTFRC = NCCIM Trade Facilitation Resource Centre EDIM = Electronic Data Interchange (Malaysia) Sdn. Bhd.

CHART 2

NCCIM'S SECRETARITAT

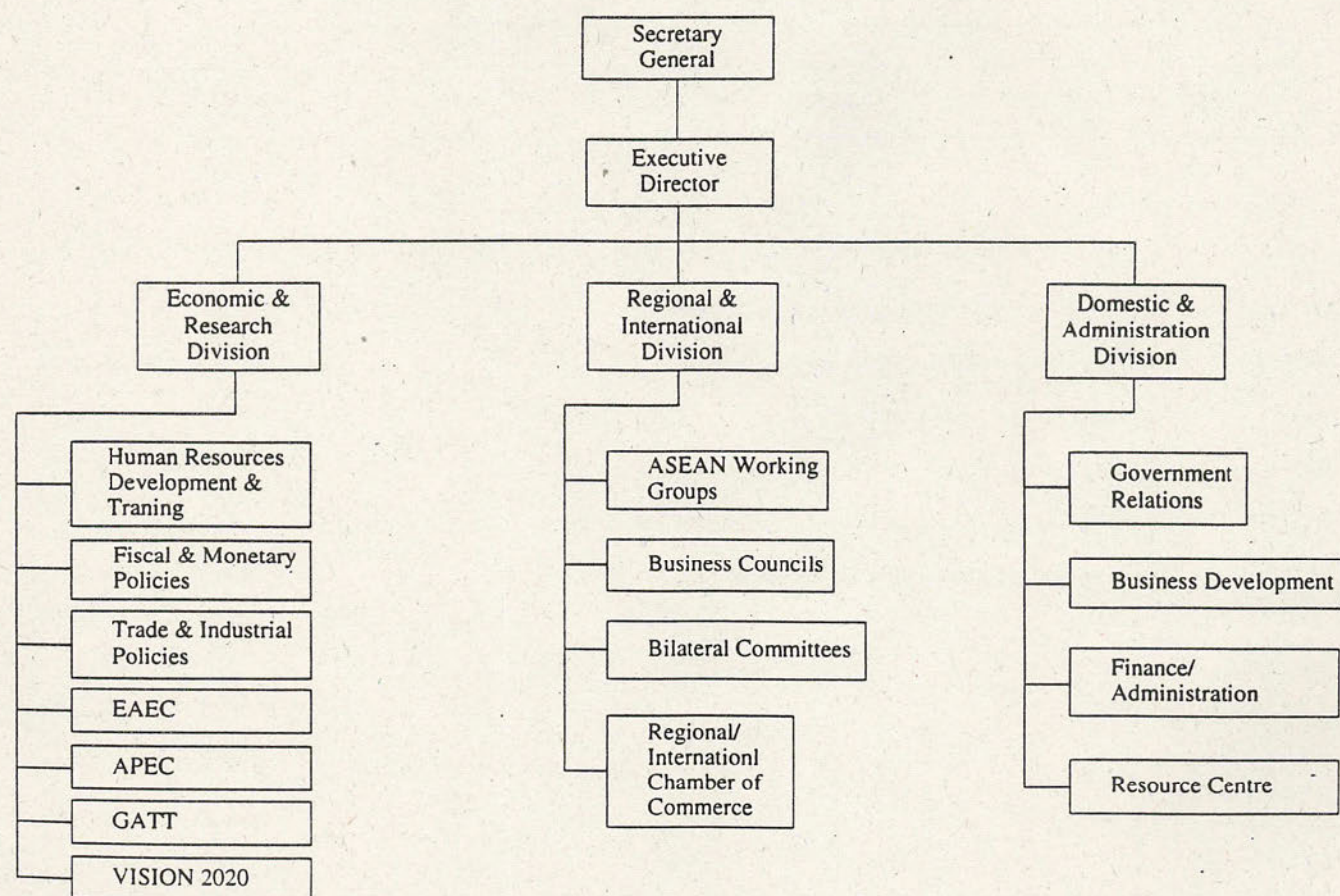


CHART 2-3

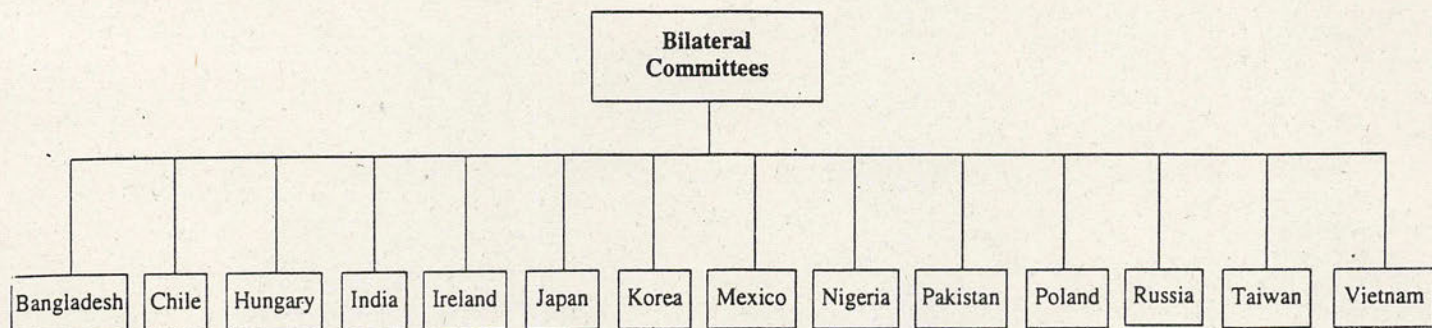
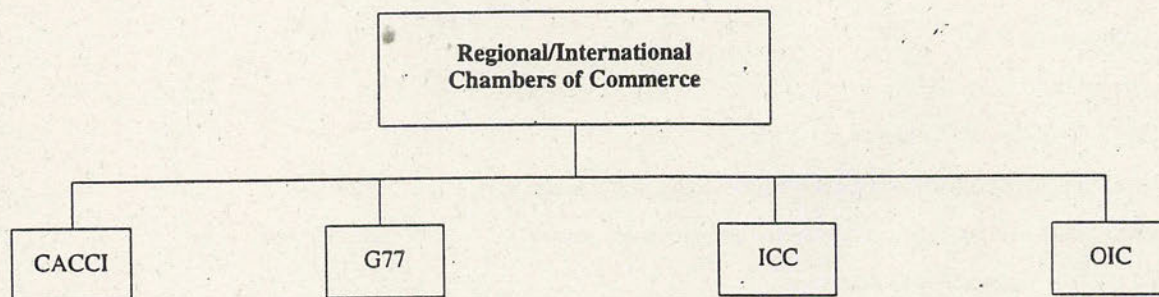


CHART 2-4



Legends.

- CACCI - Confederation of Asia-Pacific Chambers of Commerce & Industry
- G77 - Group of 77 Countries Chamber of Commerce
- ICC - International Chamber of Commerce
- OIC - Organisation of Islamic Conference Chambers of Commerce

541.0 sd - GT/bu

15.11.1993

Entretien avec le Ministre du Commerce**M. Uthai Pimchaichon (P)**

(14 octobre 1993)

P salue son hôte et d'emblée loue la qualité des relations commerciales entre la Thaïlande et la Suisse. Il souligne les espoirs que son pays place dans l'ASEAN Free Trade Area (AFTA). Il expose ensuite les ambitions de son pays, qui se veut le pivot d'une nouvelle région économique, le "quadrangle", formée de l'Indochine, de la Chine du sud, du Myanmar et bien sûr de la Thaïlande. Des études sont en cours, en matière notamment d'infrastructures ferroviaires, routières et portuaires qui, une fois réalisées, permettront un véritable désenclavement du Yunan du Laos, du nord et du nord-est de la Thaïlande.

CFD dit le plaisir qui est le sien à se trouver en Thaïlande. Il exprime son admiration pour les performances économiques du pays. Il décrit l'objet de sa mission:

- renforcer encore les relations bilatérales, notamment sur le plan des exportations, des investissements et des joint ventures.
- souligner la co-responsabilité dans les grands combats économiques de l'heure de pays comme la Thaïlande et la Suisse, qui ont un intérêt particulier à la réussite de l'Uruguay Round
- disposer d'un cadre juridique adéquat, en particulier par le biais d'un accord sur la protection des investissements (API) et d'un accord en vue d'éviter la double imposition.

CFD rappelle enfin les liens entre la famille royale et notre pays.

- 3 -

- le pays doit appliquer des tarifs douanier non prohibitifs. La Thaïlande a fait de gros efforts. Mais son tarif devrait être encore quelque peu abaissé (actuellement jusqu'à 30 % pour les montres et 60 % pour la bijouterie).
- si la nouvelle législation en matière de propriété intellectuelle constitue un développement positif, il y a encore des progrès à faire au niveau de l'application. Mais la coopération avec la police locale et les unités de contrôle est bonne.

M. Habersaat prend enfin note avec plaisir de l'adhésion prochaine de la Thaïlande à la convention ATA. Il se fera volontiers le porte-parole de la Thaïlande auprès des instances dirigeantes de la Foire de Bâle.

M Borgeaud, Président du Vorort, se fait l'écho de certaines plaintes enregistrées du côté des firmes pharmaceutiques suisses, qui déplorent l'excès de bureaucratie thaï lors de l'enregistrement de nouveaux produits. Faut-il que des produits testés aux USA, au Canada, en Angleterre, pays dont on connaît la sévérité de la législation, fassent à nouveau l'objet de procédures de contrôle particulièrement lentes et complexes? Il arrive que certaines de nos entreprises renoncent à introduire de nouveaux produits sur le marché thaïlandais, du seul fait des obstacles administratifs qui y sont érigés. Le chocolat apparaît en butte aux mêmes difficultés.

P déclare que la législation a déjà été révisée dans le sens d'une simplification des procédures de contrôle lors de l'introduction de nouveaux produits.

M. Meyer, Secrétaire général du VSM, reconnaît les efforts entrepris par la Thaïlande pour libéraliser son commerce extérieur. Il constate toutefois que subsistent certains tarifs très élevés grevant des produits qui ne sont même pas fabriqués localement.

541.0 sd - CT/bu

18.10.1993

**Entretien avec le Ministre des affaires étrangères
Squadron Leader Prasong Soonsiri
(15 octobre 1993)**

Après les salutations d'usage, CFD expose l'objet de la mission économique suisse et souligne son caractère mixte. Il demande à son interlocuteur de présenter la région en termes géopolitiques.

S souligne la détermination du gouvernement issue des dernières élections (septembre 1992) à travailler à l'élévation du niveau de vie de la population. La chose n'est possible que dans un environnement régional de paix et de stabilité. A ce titre, la Thaïlande peut transmettre à ses voisins tout un capital d'expertise dans les domaines de l'économie et de l'agriculture. Il y a donc toute une coopération régionale à mettre sur pied et à développer.

CFD approuve les propos de son interlocuteur. Le progrès économique est essentiel à la stabilité. Pour le favoriser, il faut que, au-delà de la coopération bilatérale ou régionale, des règles commerciales internationales liant tous les Etats soient élaborées. Il est donc impératif de conclure au plus vite l'Uruguay Round. CFD rappelle que la Suisse est en Thaïlande le premier investisseur par tête d'habitant, ce qui montre bien la confiance placée dans le pays. Il serait logique qu'un cadre juridique solide puisse être assuré à ces investissements. Il apparaît donc nécessaire de terminer rapidement les négociations relatives à un accord sur la protection des investissements.

CFD se plaint à constater la forte croissance économique de l'Asie au cours de ces dernières années. Il est convaincu qu'il

Entretien avec M. Boonchu Rojanastien, Vice Premier Ministre en charge de l'économie domestique

CFD débute l'entretien en informant son interlocuteur sur les buts de cette mission économique mixte, à savoir le renforcement des relations bilatérales dans le domaine du commerce et de l'investissement. Dans ce contexte, il demande quels pourraient être les domaines propices à une meilleure coopération. CFD ajoute qu'un accord de protection des investissements contribuerait grandement à améliorer le climat de coopération entre les deux pays.

M. Boonchu (Bo) identifie les secteurs suivants : les communications, la chimie (pharmaceutiques avant tout), l'industrie alimentaire ainsi que tous les autres domaines pouvant faire l'objet d'un transfert de technologie. Concernant la conclusion de l'APPI, (Bo) indique que les derniers obstacles du côté thaï sont sur le point d'être levés.

CFD demande quels sont les projets pour résoudre le problème de congestion du trafic à Bangkok. (Bo) explique que la seule solution consiste à mettre à disposition des usagers des transports de masse. M. Borgeaud dit que la Suisse possède la technologie nécessaire, notamment dans le domaine des chemins de fer, mais qu'il fallait avant de pouvoir s'engager connaître les priorités du Gouvernement. (Bo) indique que les priorités sont définies, il invite les investisseurs suisses à participer aux projets. Le Gouvernement thaï entend privatiser le domaine des transports. (Bo) donne la même réponse à M. Walti qui demande s'il y a des possibilités de coopération pour la construction d'un métro. M. Thalmann demande si le Gouvernement a l'intention d'électrifier son réseau de chemin de fer. (Bo) admet que c'est une possibilité, il invite M. Thalmann à venir en discuter en Thaïlande; il ajoute que son Gouvernement a l'intention de doubler les voies. A M. Meyer qui lui mentionne la grande maîtrise par l'industrie suisse des technologies liées à l'environnement, (Bo) réitère son invitation à venir en discuter.

CFD demande ensuite quelle est la position du Gouvernement en ce qui concerne l'établissement des banques étrangères sur sol thaïlandais. (Bo) indique la volonté de son Gouvernement de faire de Bangkok un centre financier international. Dans cette perspective, les portes s'ouvrent peu à peu. Ils regrettent d'ailleurs la trop grande prudence des banques suisses qui se contentent de bureaux de représentation. A son avis, les Suisses sont trop lents. M. Schlick précise que l'ouverture d'un bureau de représentation constitue un premier pas. L'Ambassadeur Godet demande si effectivement les banques suisses pourraient mener toutes les opérations qu'elles désirent. (Bo) répond que cela est sujet à une approbation préalable du Gouvernement.

(Bo) conclut en mettant en exergue les atouts de la Thaïlande comme lieu pour les investissements étrangers (AFTA, démocratie, économie de marché). Il ajoute encore que la Thaïlande manque cruellement de vaccins, il désire une collaboration dans ce domaine avec l'industrie pharmaceutique suisse.

Remise de deux mémoranda :

- Alien Business Law
- Enregistrement de produits pharmaceutiques

4.2.4

541.0 sd - GT/bu

18.10.1993

**Entretien avec M. Chuan Leekpai (L),
Premier Ministre de Thaïlande**

Après que son hôte lui a souhaité la bienvenu, CFD dit son plaisir à se trouver en Thaïlande à la tête de la délégation économique suisse et à contribuer ainsi au rapprochement des relations entre les deux pays. Au Forum de Davos, il a déjà pu constater l'émergence de la Thaïlande en tant que puissance économique. Celle-ci conduit une politique clairvoyante et prometteuse. Il souhaite qu'en plus des liens bilatéraux se développe une solidarité multilatérale, notamment dans le cadre du GATT.

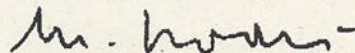
Les relations entre les deux pays, pour bonnes qu'elles soient, peuvent être encore resserrées, affirme CFD. L'accord portant augmentation du crédit mixte II, qui sera signé dans l'après-midi avec le Ministre des finances, illustre cette volonté de rapprochement. L relève que les liens entre les deux pays existent depuis longtemps. Depuis le séjour du roi à Lausanne, la Suisse est pour beaucoup de Thaïlandais un pays de rêve, qu'ils admirent. L'environnement régional de la Thaïlande se caractérise par une forte dose de coopération et de compétition. Les pays de l'ASEAN et de l'Indochine forment un marché de 300 millions de consommateurs, dont il est nécessaire d'accroître le pouvoir d'achat. La Thaïlande est au centre de cette région. Les pays de l'Indochine font leur entrée sur la scène économique internationale. Ils auront naturellement tendance à se servir de la Thaïlande comme porte d'ouverture de leur commerce extérieur. La présence dans la ville, ce même jour, du Secrétaire général du parti communiste vietnamien illustre bien l'importance que le Vietnam attache à ses relations avec la Thaïlande. Se référant aux propos de CFD

- 3 -

délégation mixte en Thaïlande en est un vivant exemple.

Au sujet des pays de l'Est, comme on les appelait autrefois, il faut distinguer l'Europe centrale et orientale d'une part, les pays de l'ex-URSS d'autre part. La transformation des premiers, c'est à dire les ajustements auxquels il faudra procéder pour qu'ils atteignent un niveau de vie approchant celui des pays occidentaux, pourrait bien durer une demi-génération, c'est à dire environ quinze ans. Nous avons le devoir de tout entreprendre pour abrégé cette période d'asymétrie. Le retour des communistes en Pologne est un signe alarmant. Quant aux Etats issus de l'ancienne Union soviétique, la situation est beaucoup plus préoccupante. La Russie est victime de sa dimension, de son absence de toute tradition de marché, de la destruction de tous ses réseaux (armée, parti communiste, chemin de fer, Aéroflot, etc.). Comme il n'y a pas de petites et moyennes entreprises, il n'y a pas de classe moyenne. La tâche est immense et on ne voit pas par où commencer. Les autres républiques font face à des problèmes en un sens moins graves, dans la mesure où leur territoire est plus petit et qu'elles disposent de ressources humaines et de richesses naturelles; elles doivent en revanche faire l'apprentissage de la souveraineté. Par conséquent, l'aide des Occidentaux aux pays de l'ancienne URSS devra être attentive et substantielle, si l'on veut éviter qu'ils ne versent dans le chaos. Mais ce sera une lourde charge et une entreprise de longue haleine.

L'Ambassadeur de Suisse



B. Godet

Besuchsbericht:

BANK OF THAILAND, Bangkok/Thailand (15.10.1993)

Der Governor war verhindert und liess sich durch Herrn Dr. Chayawat Wibulswasdi, Assistant Governor, sowie Herrn Dr. Pisit Leeahtam, Economist, vertreten.

Nach einigen Willkommensworten präsentiert Dr. Pisit die Veränderungen in der Bankenstruktur. Die Aufgabe der Zentralbank besteht darin, zusammen mit dem MOF die Geldmengenpolitik festzulegen und die Bankenaufsicht zu wahren.

Nach einem Wirtschaftswachstum während 7 - 8 Jahren von durchschnittlich 11 %, wobei wirtschaftliche Engpässe je länger je mehr zum Problem wurden (Arbeitsmarkt, Geldmarkt, Inflation, Zahlungsbilanz), half die Golfkrise 1991 mit, das Wirtschaftswachstum in der Folgeperiode in geordnetere Bahnen zu lenken.

Per Ende August 1993 liegt die Inflation auf Jahresbasis bei 3,2 % und das Wirtschaftswachstum bei rund 7 %. Diese Zahlen sichern Thailand ein kontrolliertes Wachstum und verlaufen parallel zu denjenigen anderer Länder in der Region. Hinter Malaysia rangiert Thailand unter den ASEAN-Ländern an zweiter Stelle. Das immer noch überdurchschnittliche Zahlungsbilanzdefizit soll durch Verbesserungen der Sparquote reduziert werden, wozu sowohl steuerliche als auch zinsmässige Verbesserungen der Rahmenbedingungen erfolgen.

Wie im Aussenhandelsbereich wurde und wird auch der Finanzmarkt weiter dereguliert, insbesondere im Devisen- und Zinsbereich. Die Abwicklung handelsbezogener Transaktionen wird vereinfacht und die Bankenaktivitäten (BIBF) werden erweitert, wobei vor allem Wert auf ein verbessertes Finanzmanagement gelegt wird.

Die kontinuierlich wachsenden Devisenreserven von heute US\$ 25 Milliarden werden teilweise auch bei Schweizer Banken angelegt.

Ebenfalls im steuerlichen Umfeld wurden verschiedene Liberalisierungen umgesetzt, so die Einführung einer Mehrwertsteuer, die Harmonisierung von Importabgaben und Steuern wie auch eine mehrjährige Budgetierung des Staatshaushalts, die die Planung dieser Instrumente erleichtert.

Im kommenden Jahr soll Bangkok als Finanzzentrum für den indochinesischen Raum ausgebaut werden, insbesondere Laos, Vietnam und Kambodscha, wo der Bath heute bereits Parallelwährung ist. Es ist nicht vorgesehen, mit den bereits bestehenden Finanzzentren zu konkurrieren. Das Vehikel der BIBF (Bangkok International Banking Facility) soll dazu genutzt werden, wobei selbst bei den Fragen keine klare Abgrenzung zwischen einheimischem Finanzmarkt und Offshore-Finanzmarkt ausgemacht werden konnte. Immerhin wurden 46 neue Banklizenzen vergeben, wovon eine für eine Schweizer Bank aufgespart wird.

Auf die Frage von Herrn Schlick, was alles durch die BANK OF THAILAND beaufsichtigt werde, wurde bestätigt, dass auch die 50 lizenzierten Finanzgesellschaften durch die BANK OF THAILAND überwacht werden.

Official Visit to THAILAND - H.E. Federal Councillor J.-P. Delamuraz and
Swiss Economic Mission:

Minutes of Meeting with H.E. Mr. Tarrin Nimmanahaeminda, Minister of Finance,
October 15, 1993

Minister Tarrin summarized briefly the history of past liberalizations of the financial markets in Thailand, including the floating of the local currency (TBT). He then outlined his ministry's priorities as follows:

1. conclusion of the GATT/GATS negotiations
2. further liberalization of the financial markets
3. simplification of Thai customs tariffs.

to 2.:

The minister strongly emphasized that, in the context of GATT, the Thai economy will be further liberalized and he invites more private sector investments, local and overseas. The benefits of these will pass on to the consumers and strengthen the domestic economy. With or without GATS, further liberalization measures in the financial sector were due to be announced soon, mostly relating to the scope of operations for the BIBF (Bangkok International Banking Facilities). 20 BIBF licenses for foreign banks not previously present in Thailand had been granted in the first round, plus two recent licences for Singapore banks. Further measures were expected in the following areas:

- BIBFs will be allowed to extend network/branches to other main cities (provincial capitals) outside Bangkok;
- will be allowed to become active in TBT funding (interbank only) and lending;
- the remittance tax will be reduced;
- the 'permanent establishment tax' will be waived;
- foreign banks (incl. BIBFs) may become active in securities underwriting/trading (debt instruments only), etc.;
- local banks and finance companies will be allowed free branch banking, as long as new units engage in loan production
- other exchange controls and limits for investment banking operations will be relaxed.
- foreign banks will be authorized to manage pension and private funds. Decision has not yet been taken whether fully licensed or offshore (BIBF) banks or both will be given approval in this respect.

In reply to a question, the minister ruled out an early abolishment of withholding tax on foreign currency lending by BIBFs to local entities.

Entretien avec M. Supachai Panichpakdi, Vice Premier Ministre en charge des relations économiques extérieures

CFD demande à M. Supachai (Su) son appréciation au sujet de l'Uruguay Round. Il précise que les négociations bilatérales menées à Genève entre les deux pays se déroulent dans un excellent esprit. Il ajoute que les pays comme la Thaïlande et la Suisse, qui défendent souvent les mêmes intérêts, devraient plus souvent unir leur voix. (Su) partage ce dernier avis; puis, il affirme la ferme volonté de son Gouvernement de conclure le plus rapidement possible l'Uruguay Round, le délai du 15 décembre doit absolument être respecté. Il ajoute que la liste des produits concernés par l'accord des pays de la QUAD est trop courte, la Thaïlande ne peut s'en contenter, car elle est importatrice nette dans presque tous ces domaines; son pays a notamment des intérêts dans les textiles et la nourriture en conserve.

CFD explique la position suisse dans la négociation agricole, puis il indique que le Japon a obtenu des exceptions pour le riz, ce qui devrait permettre également à d'autres pays d'obtenir des concessions. (Su) montre de la compréhension pour la position suisse. Cependant, il souligne l'importance du paquet agricole pour son pays qui devra faire d'importantes concessions dans le domaine des services et de la propriété intellectuelle. Il ajoute que si chaque pays obtient des concessions particulières, l'accord ne sera simplement pas tenable. Le principe de la tarification généralisée doit être respecté. Concernant l'accord USA-Japon, (Su) est d'avis qu'il constitue un pas positif, car les japonais ouvrent leur marché sans l'avouer.

Concernant les questions bilatérales, CFD met en exergue l'importance de conclure rapidement un accord de protection des investissements et de double imposition. Au sujet de l'APPI, (Su) indique qu'il ne reste plus que quelques problèmes techniques à résoudre. Il ajoute que la Thaïlande sera très prochainement en position de pouvoir signer cet accord. Il indique également que les négociations sur l'accord de double imposition devraient également aboutir assez rapidement.

Puis, CFD aborde la question de l'ASEAN Free Trade Agreement (AFTA). (Su) indique que les pays de l'ASEAN se sont d'abord mis d'accord sur le lancement d'une grande idée, et ceci sans avoir auparavant discuté des modalités techniques. Il souligne que ceci est typiquement asiatique, alors que les Nord Américains se sont d'abord attachés à régler les détails concrets du projet NAFTA avant de lancer cette idée sur la place publique. (Su) indique toutefois que les discussions sur les modalités de mise en oeuvre de l'AFTA avaient fait des progrès très substantiels lors de la dernière réunion des Ministres de l'économie (d'ailleurs (Su) ajoute que la coopération entre les Ministres de l'économie des pays de l'ASEAN s'intensifiera). Les pays membres ont accepté le mois dernier d'accélérer le mouvement, l'AFTA devrait être pleinement opérationnel dans 10-12 ans, au lieu des 15 ans prévus initialement. CFD demande comment la Suisse pourrait renforcer ses liens avec l'ASEAN en tant qu'organisation, il insiste sur le fait que les pays qui ne font partie d'aucun grand bloc ne doivent pas être oubliés. (Su) convient qu'il est important pour l'ASEAN de ne pas oublier des pays comme la Suisse. Il promet qu'il transmettra ce message au Secrétaire général de l'ASEAN.

541.0 sd - GT/bu

18.10.1993

AUDIENCE DU CONSEILLER FEDERAL DELAMURAZ
AUPRES DE SA MAJESTE BHUMIBOL ADULYADEJ, ROI DE THAILANDE
(16 octobre 1993)

La longue audience que le Roi de Thaïlande a accordée au Conseiller fédéral Delamuraz (CFD), entamée dans une atmosphère un peu parcheminée, s'est animée et réchauffée au fil des minutes, à mesure que tombait la réserve naturelle du monarque.

Le souverain commence, et c'est bien naturel, à évoquer les souvenirs qui le lient à la région lausannoise. Sachant que CFD est également ministre de l'agriculture, il lui pose de nombreuses questions sur la vie rurale dans notre pays. Il veut savoir si l'on utilise toujours les canons à grêle. La curiosité du Roi est insatiable. Etaient-ils efficace? Qui était préposé aux tirs? Utilise-t-on encore sur les côteaux de Lavaux les petits monte-charges pour amener la terre aux parchets supérieurs? Existe-t-il une documentation disponible? CFD souligne les changements intervenus dans la vie des paysans au cours de ces dernières décennies. Ainsi en montagne l'herbe n'est-elle plus régulièrement fauchée, ce qui a pour conséquence de favoriser les avalanches, les coulées de neige n'étant plus retenues. Cette remarque appelle une question. Comment fait-on en Suisse pour stabiliser les talus d'autoroute et les protéger de l'érosion? CFD promet au roi de lui faire parvenir une documentation à ce sujet. La discussion débouche ensuite sur l'acidité des sols.

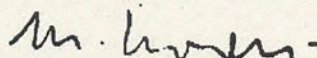
De l'agriculture on passe à l'environnement. Le roi sollicite des renseignements sur la répartition dans notre pays des sources d'énergie. CFD expose que l'énergie hydraulique ne peut plus être développée, tous les torrents ayant pratiquement été captés. Force est donc de recourir au nucléaire, qui couvre un bon tiers des besoins énergétiques du pays et sur lequel le

- 3 -

Commentaire:

Ce qui ne peut manquer de frapper, c'est la profonde connaissance que ce monarque, qui n'a pas quitté son pays depuis quelque vingt ans, a de la vie internationale. Les questions qu'il pose dénote un esprit particulièrement curieux et attentif. De toute évidence, il est très au fait des situations politiques et des réalités économiques et sociales de son temps.

L'Ambassadeur de Suisse



B. Godet

PS: Le roi parle le français; plus précisément, il le murmure. De ce fait, le rédacteur de cette note n'a pu qu'imparfaitement saisir ses propos, que la concurrence des climatiseurs rendait encore plus difficilement audible.

**Gemischte schweizerische Wirtschaftsdelegation
nach Malaysia und Thailand
11. bis 17. Oktober 1993**

5 Memoranden

5.1 Malaysia

- 5.1.1 Investitionsklima**
- 5.1.2 Marktzugang für Versicherer**
- 5.1.3 Trainingszentrum**

5.2 Thailand

- 5.2.1 Ausländerfragen**
- 5.2.2 Zollreduktionen**
- 5.2.3 Geistiges Eigentum**
- 5.2.4 Doppelbesteuerungsabkommen**
- 5.2.5 Marktzugang für Produkte**
- 5.2.6 Marktzugang für Versicherer**
- 5.2.7 Carnet ATA**

MEMORANDUM

Investment climate

Switzerland is fully aware of Malaysia's great efforts of deregulation and liberalization in recent years. Thanks to this moves, Malaysia is now considered as a very attractive place by Swiss investors. However there are a few areas where flexibility is still lacking and to which we would like to draw the Government's attention :

- eligibility for expatriate posts, especially in management positions
- the participation of local shareholders in the capital of firms of a certain size (enterprises investing more than than 2,5 mio Ringgit) is usually required; it seems however that the recent adoption a law requiring a 35 % participation of local shareholders instead of 51 % has considerably improved the situation
- obligation for a foreign enterprise to operate through a local agent to bid for an open tender (even if the firm has a subsidiary company in Malaysia)

A more liberal attitude on the above mentioned subject would improve the already excellent investment climate in Malaysia .

MEMORANDUM

Market access for Swiss insurers in Malaysia and elimination of obstacles affecting foreign insurers

The Swiss authorities follow closely the economic developments in Malaysia, especially in the service sector.

As to the insurance service sector, Switzerland would welcome the possibility for its insurance companies to have a more open market access and to be granted national treatment, in accordance with the standards set in the draft GATS agreement.

New branches of foreign insurers are at present not admitted and no new licences for insurance business will be authorized by the Malaysian authorities. Foreign participation in insurance joint-venture companies is also restricted (to 30%). In the field of reinsurance a proportional retrocession to the Malaysian National Re is compulsory. Furthermore in the case of retrocession to a foreign reinsurance company, the Malaysian insurer is only allowed to deduct 95% of the premiums paid abroad for tax purposes. We consider that this measure is in contradiction with the relevant provisions of the Swiss-Malaysian treaty on the avoidance of double taxation. Obviously, it puts foreign reinsurers at competitive disadvantage.

MEMORANDUM

Swiss support for the set-up of a Malaysian training center for the textile industry

The Malaysian Textile Manufacturers Association (MTMA) has proposed to the Ministry of International Trade and Industry (Miti) to set up a training center for the garment and textile industry. The plan could be realised by end of this year. All funds to finance this training center are already available in Malaysia and no external financial contributions are needed.

This training center is expected to initially focus on training in marketing and operation of modern and hi-tech equipment. It will enhance the performance of the textile industry which is one of the top contributors to the nation's foreign income.

This training center will also have instructors who can go around the country and conduct training sessions for companies whose factories are located outside the capital of Kuala Lumpur.

The Swiss Association of Machinery Manufacturers (VSM) "Textile Machinery" Group is highly interested to support this set-up of a training center and is willing to provide any necessary assistance for the training of the trainers for the high-standard products in cooperation with specialised Swiss engineering schools in this field.

MEMORANDUM

on the Alien Business Law in Thailand

This law imposes various limitations on Multinational Companies which are not in line with our general Understanding of a liberal market economy.

This is a source of concerns for companies active in various fields. In the chemical business for instance the most important application of the Alien Business Law is the requirement that only Companies with Thai majority can produce pharmaceuticals. This rule forces research based foreign pharmaceutical enterprises to hand out the results of their research efforts and their production know how to a company which they do not fully control. Ultimately this system does not work in favour of Thailand as quite a number of leading pharmaceutical enterprises have decided not to manufacture their products in Thailand because of the Alien Business Law.

MEMORANDUM

Market access

Switzerland is fully aware of Thailand's great efforts of trade liberalization in recent years, especially in the field of tariff reduction.

However we would like to draw the Thai Government's attention on some products of great interest to the Swiss industry, like movement of clock, alarm clock, watch case, band of wristwatch, shoes, leather handbag, leather purse, which still have to face a too high tariff while entering Thailand. These import charges (between 35 and 60 %) are a considerable obstacle to trade and may even invite smuggling while not being necessary for the protection of the local industry in this price category.

A substantial tariff reduction in the following chapters/tariff lines would not only remove unnecessary impediments to our bilateral trade, but it would also be considered as a supplementary contribution of Thailand in the Uruguay Round negotiations:

- 4202.2100
- 4202.3100
- 6403.5992
- 6403.5993
- 6403.9992
- 6403.9993
- 9103
- 9105
- 9109
- 9111
- 9112
- 9113

MEMORANDUM

Intellectual Property

Switzerland, being an exporting country of products and services containing high added value, attaches considerable importance to an adequate and effective protection of intellectual property rights as an important prerequisite for attracting investments and encouraging research and development activities. The Swiss authorities would like to express their sincere appreciation for the recent efforts undertaken by the Thai Government with a view to modernize industrial property legislation, in particular in the fields of patents and trademarks.

Nevertheless, some aspects related to the protection of intellectual property still raise some concerns; for instance, the exclusion from patentability of micro-organisms and any components of micro-organisms which already exist in nature needs clarification. Also, the possibility to grant a compulsory licence on the ground of high prices is not in line with a modern philosophy in the field of intellectual property. Moreover, should Thailand introduce the so-called "pipeline protection" for pharmaceuticals, it is of particular importance that such protection will be accorded without discrimination on the basis of most favoured nation treatment (MFN).

Improvement and modernization of substantive standards is important, but what is also of paramount significance is an effective enforcement of intellectual property rights against their infringement, in particular against counterfeiting and piracy. This is of a particular relevance in the field of trademarks, where foreign rightholders often have difficulties to enforce their rights in Thailand. Switzerland is confident that the Thai authorities will give to subject all the attention it deserves.

Finally, the Swiss authorities would like to underline the importance they attach to multilateral agreements administered by the World Intellectual Property Organization. They very much hope that Thailand will consider its adherence to the most important of those agreements, in particular the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

MEMORANDUM

On the Conclusion of a Double Taxation Convention

The Government of the Kingdom of Thailand and the Government of the Swiss Confederation, desiring to intensify the economic and commercial relations between their two countries, have entered into negotiations on the conclusion of a double taxation convention.

By way of double taxation conventions the exchanges of goods and services, transfer of technology and in particular investment activities are greatly facilitated. The conclusion of such a convention between Thailand and Switzerland would, therefore, without doubt enhance the bilateral economic co-operation and have a highly favourable effect on direct investments of Swiss enterprises in Thailand.

During the last round of negotiations held in Bangkok from 23-26 February 1993 agreement was found in a number of pending articles. A few issues, however, remained unsolved. It was agreed that before continuing negotiations, Switzerland would present in writing its views on the main open points (enclosed letter to the Director General of the Revenue Department of May, 11, 1993). The Thai Authorities would then assess the situation and examine whether policy changes could be envisaged.

Switzerland firmly hopes that with respect to the pending issues Thailand will be in a position to propose an approach that will enable both sides to overcome the remaining difficulties.

MEMORANDUM

Market Access

on the Registration of Pharmaceutical Products in Thailand

1. The Procedure for registering pharmaceutical products in Thailand has become very difficult, bureaucratic and therefore time consuming. As a result of this, pharmaceutical products which are very important for the health of citizens are often not available in Thailand although they have already passed very severe registration procedures in countries like the USA, UK of Australia.
2. Swiss Pharmaceutical Companies are also concerned about the fact that local producers of generic products are generally allowed to sell their products without having to provide all the expensive and time consuming registration files. These local producers simply refer to existing documents submitted by foreign enterprises, such as toxicology studies and clinical tests, and claim that their products contain "the same chemical active ingredients". As different production methods can lead to important differences in the effects of pharmaceutical products on the patient, the simple reference to existing files of other producers implies a high risk for the Thai population. The Ministry of Health has recently started to change its attitude towards this issue; the situation is however still giving concern to Swiss Pharmaceutical producers.

on the Authorization procedure to export new chocolate products to Thailand

1. In the same context the procedure to obtain the necessary authorization for new chocolate products to enter the Thai market is very complicated and extremely time consuming (it takes at least six months). A whole set of documents, including among others the detailed manufacturing process, and samples are required.

MEMORANDUM

Market access for Swiss insurers in Thailand and elimination of obstacles affecting foreign insurers

The Swiss authorities follow closely the economic developments in Thailand, especially in the service sector.

With respect to the insurance sector, Switzerland welcomes the recent liberalisation step Thailand has undertaken by increasing the limit on foreign participation in Thai insurance non-life companies from 15% to 25%. However this limit as well as the moratorium under which no new non-life or life insurance licences have been granted since 1982, remain serious obstacles for the development of bilateral relations in this important sector.

The Swiss authorities as well as the Swiss insurance industry encourage further measures by the Thai authorities aimed at liberalizing market access and national treatment of foreign insurers according to the standards set in the draft GATS agreement.

MEMORANDUM

Promotion of the ATA Carnet System

As a result of actions taken by the International Bureau of Chambers of Commerce (IBCC) functioning within the International Chamber of Commerce (ICC), the customs procedures to temporary exports, such as samples of values, goods for presentation or use at exhibitions and fairs as well as professional equipment, have been streamlined. This has been achieved through a set of Customs Convention drawn up by the Customs Cooperation Council (CCC) with the help of IBCC. This streamlining provides in essence that temporary exports for the main classes of goods traded internationally can circulate duty free for a period of a maximum of one year when covered by an international unified customs document known as the ATA CARNET.

The great advantages of the System are illustrated by the fact that the ATA System is applied by 45 countries/territories and also by the fact that in 1992, for instance, some 263'593 ATA CARNETS were issued worldwide, covering goods valued at more than 14 billion US \$.

Considering the increased importance of Thailand in World trade as well as the growing interest shown by third countries' enterprises for Thailand, Switzerland asks Thailand to examine carefully the advantages of an adhesion to the ATA Convention.

**DER DELEGIERTE
FÜR HANDELSVERTRÄGE**

Int. 821 - kum/mei

Bern, 17. November 1993

GENERALSEKRETARIAT	
25. NOV. 1993	
GS	see
BAWI	
BIGA	
BLW	
BVET	
DWL	
BAVO	
KK	
PU	
EPK	
KF	
Reg. Nr.	2310.02

Notiz

Bericht über die Wirtschaftsmission nach Malaysia und Thailand

Geht an: Staatssekretär Franz Blankart *

Kopie an: Politische Abteilung II, EDA
Politisches Sekretariat, EDA
Finanz- und Wirtschaftsdienst, EDA
Direktion für internationale Organisationen, EDA
Völkerrechtsdirektion, EDA
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe, EDA
Gruppe für Wissenschaft und Forschung, EDI
Bundesamt für geistiges Eigentum, EJPD
Eidg. Finanzverwaltung EFD
Eidg. Steuerverwaltung EFD
Bundesamt für Zivilluftfahrt, EVED
Schweizerische Botschaft Beijing, Bangkok, Jakarta, Kuala Lumpur, Manila,
Moskau, New Delhi, Seoul, Singapur, Tokio, Washington
Schweizerische Mission bei den Europäischen Gemeinschaften Brüssel
Schweizerische Delegation bei der EFTA und beim GATT, Genf
Schweizerisches Generalkonsulat Hong Kong
Frau Dr. B. Schneeberger, GS-EVD *
Herrn Yves Seydoux, GS-EVD
Generalsekretariat EVD
Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
jek, ari, gir, imb*, spi, bal, zos, jag, mey, ram, was, esh, sti, cos, mat, maz,
nag, zub, ger, heb, mjj, fer, fon, obr, roc, kum* (2)

Ich beehre mich, Ihnen hiermit den Bericht über die vom Chef des EVD geleitete schweizerische Wirtschaftsmission vom 11. bis 17. Oktober 1993 nach Malaysia und Thailand zu übermitteln. Dank der Mitwirkung der verschiedenen Dienste und Stellen bei der Vorbereitung und der aktiven Beteiligung des Privatsektors hat die Mission bei den

Gesprächspartnern das Interesse der Schweiz an diesen zwei sich rasch entwickelnden Ländern nachhaltig unterstreichen können. Die vermittelten Kontakte zwischen Regierungs- und Wirtschaftsvertretern dürften auch dazu beitragen, dass sich die Wirtschaftsbeziehungen der Schweiz mit Malaysia und Thailand noch intensivieren werden.



Nicolas Imboden

Beilage

* Mit Pressedokumentation